XI

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON,

PAR

M. DE NORVINS.

ORNÉE DE PORTRAITS, VIGNETTES, CARTES ET PLANS.

Tome Troisième. 11

ONZIÈME LIVRAISON.



PARIS.

AMBROISE DUPONT ET COMP[IE], LIBRAIRES,

ÉDITEURS DE L'HISTOIRE MILITAIRE DES FRANÇAIS, PAR CAMPAGNES,

RUE VIVIENNE, N° 16.

1828.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD, RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N° 8.

obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et l'exemption de toute contribution extraordinaire ; mais dans deux jours la ville devait être et fut évacuée. Le sénat, les ministres, le conseil d'État, les autorités, voulurent partager la fortune de l'armée nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale; car après le combat de Raszyn, la cavalerie et l'artillerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pénates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Bug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. Cette résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour se retirer vers la Saxe ou sur la Basse-Vistule. Les intrigues de l'Autriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation. Poniatowski se décide à prendre l'offensive. Sa petite armée s'aguerrit tout-à-fait dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Mohr. Un corps autrichien, posté à Ostroweck, protégeait la construction d'un pont à Gora; le prince chargea le général d'artillerie Pelletier d'aller l'enlever : cette expédition fut conduite avec autant de rapidité que de valeur. Les Autrichiens eurent

à regretter deux mille prisonniers, trois canons et deux drapeaux. L'archiduc arrive, mais trop tard; le pont était détruit. Le 14 mai Poniatowski occupe Lublin et marche sur Sandomirz, tandis que l'archiduc prend la route de Thorn. Ce fut après l'affaire d'Ostroweck qu'on enleva un courrier autrichien, porteur d'une lettre par laquelle *le général russe Gortzakoff félicitait l'archiduc Ferdinand, et lui montrait le désir et l'espoir de coopérer bientôt à ses succès.* Cette lettre passa dans les mains de Napoléon, qui la fit expédier à Saint-Pétersbourg. On se contenta de rappeler Gortzakoff.

Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où il croyait apprendre que les Russes avaient attaqué, et pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 17 avril; on était à la fin de mai; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicie sous les ordres du prince Gallitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule et les pays à la hauteur de Cracovie. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse, qui n'était pas retenue par un traité de coopération à la guerre actuelle. En Prusse, il y avait depuis Tilsitt deux pouvoirs bien

distincts : le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses engagemens avec la France sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout ; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et faisait la guerre germanique ne pouvant faire celle de Prusse. Un grand lien politique, le démembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances copartageantes. Cette idée simple, mais forte, suffisait pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette importante et juste restauration brisait tout-à-fait le pacte des trois couronnes de Vienne, de Berlin, de Pétersbourg, et faisait renaître l'équilibre. Le lendemain d'une si noble résolution, qui eût parlé à la conscience de tous les peuples, la Pologne, amie de la France à laquelle elle aurait dû sa résurrection, s'alliait avec la Prusse et l'Autriche contre le grand ennemi de l'Europe continentale, contre la Russie, contenait le czar dans ses limites, l'inquiétait même par ses cosaques. Je persiste à croire, d'après les malheurs dont la guerre a accablé pendant tant d'années la France victorieuse et l'Europe vaincue, que si dès le principe la doctrine du rétablissement de la généreuse Pologne eût été adoptée par Napoléon, la plupart des événemens dont l'Allemagne a été le théâtre et la victime n'auraient pas eu lieu.

La décision que les Polonais attendaient de Napoléon avait d'ailleurs pour elle-même un puissant mobile, la justice. Je pense que le manifeste de l'indépendance de la Pologne était la seule réponse à faire à celui de la troisième coalition, et que cette indépendance devait être la première condition du traité de Presbourg. Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet, quand l'Autriche lui offrit les deux Gallicies; il les refusa pour ne pas avoir la guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsitt.

Le cabinet de Prusse lançait ses guérillas patriotiques dans le nord de l'Allemagne, pendant que Poniatowski, livré à ses propres forces et séparé par deux cents lieues de notre armée, sollicitait en vain, en faveur du grand-duché, l'intervention du prince Gallitzin. Le nouveau royaume de Westphalie vit éclater le premier l'insurrection du *Tugendbund*. Le 3 avril, le major prussien Katt souleva les anciens militaires dans la province de Stendal, parcourut la vieille Marche et osa s'approcher de Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphaliennes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se retira en Bohême auprès du duc de Brunswick-Oëls, généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut

aussi un rassemblement armé du côté de Coërhen. En Westphalie le chef secret de la conspiration était Doernberg, aide de camp du roi et colonel d'un régiment de sa garde; il avait commandé auparavant un bataillon de chasseurs-carabiniers alors en Espagne. Il eut le crédit de le faire revenir à Cassel. La rebellion ayant éclaté le 22 avril dans plusieurs parties du royaume, le roi confia à Doernberg la direction des forces destinées à la réprimer. Doernberg, qui se croit découvert, vole à la tête des insurgés. Le roi n'avait que deux mille hommes ; il se livre noblement à la loyauté de ses sujets et porte une partie de sa garnison en avant de sa capitale. Doernberg arrive avec un rassemblement d'une vingtaine de mille hommes soldats et paysans. Mais au lieu d'entraîner la troupe fidèle qu'il voit sous les armes, il en est accueilli à coups de canon. La cavalerie du général Wolf acheva la déroute des bandes de Doernberg. Le lendemain une autre insurrection se présenta et fut aussi facilement dissipée. Le maréchal Kellermann envoya de Francfort des renforts qui délogèrent de Marbourg les révoltés; de leur côté les troupes westphaliennes reprirent Ziegenhagen, et le royaume fut totalement délivré des agitateurs par la fuite de Doernberg, qui alla chercher un asile auprès du duc de Brunswick. Le roi par-

donna, et se contenta de porter plainte à Berlin contre le major Schill, directeur de l'association militaire du *Tugendbund* en Prusse, et ancien chef de partisans.

Ce major était sorti de Berlin, où il se trouvait en garnison, le 28 avril, avec cinq cents hussards de son régiment, sous prétexte de les faire manœuvrer. Rejoint par trois cents hommes d'infanterie légère d'un bataillon qui portait son nom, il se porte sur Wittemberg et rétablit dans plusieurs villes les autorités prussiennes. Il recrute pendant sa route, marche sur la Westphalie, et se voit bientôt à la tête d'une petite armée, publiant partout que le roi de Prusse venait de déclarer la guerre à la France : ce prince était resté à Kœnigsberg, mais son ministère résidait à Berlin ; aussitôt la nouvelle de nos succès contre l'Autriche, il s'empressa de désavouer Schill. Après la bataille d'Essling, Schill reparut et tenta un coup de main sur Magdebourg. Il fut repoussé, se retira sur le Bas-Elbe, et alla s'établir à Domitz, vieille forteresse que lui abandonnèrent les cent invalides qui la gardaient ; il y laissa deux escadrons, et se dirigea sur Stralsund, dont il fit sommer le duc de Meklembourg de lui ouvrir les portes. Il espérait par là, non sans raison, communiquer librement avec l'escadre anglaise de la Baltique. La trahison

l'accueillit dans toute la Poméranie. Les déserteurs de Stralsund grossirent ses troupes ; il pénétra dans la ville, s'occupa aussitôt de sa défense, et mit en batterie cent pièces de gros calibre. Le corps de Schill s'élevait déjà à six mille hommes, mais il lui fut impossible d'entrer en communication avec la flotte anglaise.

Cependant le général Gratien, à la tête d'une division hollandaise de deux mille quatre cents hommes, augmentée de mille cinq cents Danois, avait suivi la marche du fugitif. Le 31 mai, Gratien se trouvait devant Stralsund, dont il s'empara de vive force par escalade. Le combat continua dans les rues ; Schill fut tué, et une partie de sa troupe passée par les armes : le reste se dispersa. Les Anglais eurent le spectacle de la prise de Stralsund : ils arrivèrent quand Gratien y entrait. Quelques heures de résistance de plus de la part de Schill, Stralsund devenait, par les secours de l'escadre anglaise, une des plus importantes places d'armes de la coalition. La guerre des peuples s'établissait, sous le drapeau de Schill et de ses pareils, sur tout le littoral de la Baltique ; la Prusse était entraînée tout entière dans ce mouvement. A cette époque, le colonel Steingenstegh remplissait une mission secrète auprès du roi de Prusse, au nom de l'Autriche. Pendant que Schill quit-

tait la Saxe, le duc de Brunswick, qui avait perdu à Iéna son père et ses Etats, devenus province westphalienne, pénétrait dans ce royaume avec un corps prussien qu'il avait levé à Nachold pour le compte de l'Autriche. Le général Thielmann, fidèle alors, marcha contre lui, et, le 22 mai, le força de se retirer en Bohême par Zittau.

Il faut remarquer, tant la conspiration était profonde dans l'Allemagne septentrionale, que nos succès, depuis Pfaffenhofen jusqu'après la bataille d'Eckmühl, ne faisaient qu'irriter la vengeance germanique au lieu de la comprimer. Aussi, quand la nouvelle d'Essling fut répandue par les bulletins autrichiens, l'animosité des chefs de la ligue ne connut plus de bornes, ni à Kœnigsberg ni à Berlin, ni en Hanovre où trente mille soldats licenciés se seraient réunis au premier signal, ni enfin à la cour de Cassel, dont les principales dignités étaient dans les mains des plus grands personnages de tous ces pays si hostiles qui composaient le royaume de Westphalie.

Cependant l'archiduc Ferdinand n'était pas plus heureux en Pologne que les agitateurs de l'Allemagne, le major autrichien Nostilz, le major prussien Schill, le duc de Brunswick, avec les menées desquels il tâchait de faire correspondre ses mouvemens. Une diplomatie insurrectionnelle,

nouveau droit public de fabrique anglaise, unissait secrètement tous les ennemis de Napoléon, et finit par consommer sa ruine, parce que la force des armes ne peut rien contre l'esprit de trahison. Le 14 mai, époque des succès de Schill, le jour même où Poniatowski entrait à Lublin, l'archiduc se présenta devant Thorn, qu'il attaqua vivement, mais en vain, sur les deux rives de la Vistule. Il perdit beaucoup de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Dombrowski, dont le nom se rattache glorieusement aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, avait quitté l'armée de Poniatowski avec un escadron; il était revenu de Posen à la tête d'un corps nombreux. Sokolniki, parti de Lublin, avait, dans la nuit du 18 au 19, fait capituler la garnison autrichienne de Sandomirz; deux mille deux cents prisonniers, vingt pièces de canon, furent le résultat de cette brillante entreprise. Zamosz était enlevée de vive force le 20 par le général Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Le 21, Poniatowski, que ses lieutenans secondaient avec tant de courage, d'audace et de talent, était maître de la communication de Lemberg sur Cracovie, menaçant la Hongrie par les revers des monts Krapacks. Lemberg ouvrit ses portes. De tels triomphes en-

flammèrent les habitans. Des armées parurent au nom de Dombrowski, et de généreux compagnons de Poniatowski, parmi lesquels on comptait Zayoncheck, ancien aide de camp du général en chef de l'armée d'orient, vinrent aussi prendre part à cette lutte patriotique. Cependant Poniatowski envoya au prince Gallitzin le général Pelletier, chargé de l'inviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallitzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de se porter de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à ses yeux, et qu'un aide de camp de Gallitzin, arrivé depuis une demi-heure, lui avait dit *de regarder cet ordre comme non avenu*. Le 30, Ferdinand quitte Varsovie; le 2 juin, Zayoncheck entre avec ses milices dans cette capitale. L'archiduc mit le siége devant Sandomirz, qu'il fit attaquer dans la nuit du 15 au 16 par dix mille hommes, pendant dix heures. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, en prit cinq cents; mais se voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula et rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un aspect singulier. Les Autrichiens abandonnèrent

aux Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise et évacuée, fut remise à Suwarow qui eut l'air de l'avoir enlevée.

Le Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui pendant plusieurs siècles de tous les avantages d'un gouvernement vraiment paternel, le Tyrol, concédé à la Bavière par le traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l'insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l'empreinte du caractère sauvage de ses localités. Le Tyrolien sembla s'attacher à surpasser l'audace des anciens libérateurs de la Suisse, dont il avait conservé les mœurs au sein de la même nature. Mais la conjuration tyrolienne n'ayant pas le même mobile, l'aversion des tyrans, fut loin de compter des chefs et des héros tels que Guillaume Tell et ses compagnons ; elle se ressentit du fanatisme religieux qui dominait la population ; fomentée par les moines et les prêtres, elle se montra perfide et cruelle. Les Tyroliens étaient la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et le peuple entier s'insurgea au commencement d'avril, non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon,

que le Vatican avait proscrit. Cette crise, toute populaire, marcha sous la devise des Croisades : *Dieu est avec nous*. Ses principaux acteurs furent un aubergiste et un capucin. André Hofer, le premier, espèce d'Hercule fanatique, exerça tout d'abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Il était allé à Vienne aux approches de la guerre, où on l'avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le système barbare d'hostilités qu'Hofer mit en usage et les secours de toute espèce qu'il reçut des ennemis de la France, firent bientôt connaître les instructions et les promesses que ce partisan avait rapportées de la capitale de l'Autriche. Le Voralberg, séparé du Tyrol par la seule vallée de l'Inn, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux parurent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. Les habitans de la montagne et de la plaine reconnurent les télégraphes de l'antique patriotisme de leurs aïeux : chacun courut aux armes. La Bavière, se reposant sur la fidélité de ses nouveaux sujets, n'avait dans le Tyrol que cinq bataillons disséminés à Inspruck, à Brixen, à Trente, à Küfstein, et quelques centaines de chevaux. Napoléon lui-même était si éloigné d'a-

voir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des *pâques vénitiennes*, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachemens. Le 8 avril, jour où l'armée autrichienne commença son mouvement, une insurrection générale éclata dans le Tyrol. Partout les Bavarois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous le nombre de leurs amis de la veille. Inspruck fut forcée et prise par vingt mille paysans : cette journée coûta beaucoup de sang; les officiers et les soldats bavarois, au nombre de quinze cents environ, succombèrent presque tous. Surpris dans une route de montagne, l'un des deux détachemens français mit bas les armes; l'autre parvint par son courage à se frayer un chemin, et arriva à Trente. En quatre jours les Tyroliens ont délivré leur pays tout entier. Ils firent six mille prisonniers, dont deux mille Français. Le reste des Bavarois périt, soit pendant, soit aussi après les combats, car de lâches et féroces assassinats complétèrent le carnage d'Inspruck. « A midi, dit le *Bulletin autrichien*, tous les « ennemis étaient morts, blessés ou pris... Aucun « homme n'échappa au furieux acharnement des « Tyroliens. » L'aubergiste Hofer fit son entrée à Inspruck entre deux capucins. On promena la

statue de la Vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs, et la fête du Sacré-Cœur de Jésus, qu'on retrouve dans toutes les révolutions où le fanatisme domine, fut instituée comme fête nationale. Rien ne manque à cette insurrection pour être digne en tout du quinzième siècle.

Le général autrichien Chateler, arrivé à Inspruck le 15, envoya des troupes sur Küfstein, qui tenait toujours, et même sur Munich. La Souabe fut inondée d'insurgés tyroliens. La rebellion, organisée par Chateler, descendit sur les plaines de la Lombardie et donna la main à l'archiduc Jean, qui commandait l'armée opposée au prince Eugène. La Valteline se souleva également. Les bandes de tous ces montagnards avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan. Leurs chefs proposèrent aux Autrichiens de se lier aux conjurés du Piémont. L'or des Anglais et les bénédictions de Rome avaient pénétré dans toutes les régions des Alpes.

Après avoir établi les gouvernemens insurrectionnels, Chateler alla rejoindre l'armée du prince Jean. Mais ayant appris, le 28 avril, les brillans succès de Napoléon, il revint à Inspruck avec un corps de troupes. Cependant le maréchal Lefebvre suivait Jellachich, qui avait dû abandonner la capitale de la Bavière. Le général de Wrède l'atteignit et le poussa jusqu'à Saltzbourg, où les Bavarois

entrèrent. Lefebvre mit cette ville en état de défense et marcha sur Inspruck ; il y arriva le 19, après neuf jours de combats dans les défilés dont la contrée est hérissée. Vainqueurs à Abensberg, les Bavarois, généraux, officiers et soldats, qui avaient à venger le massacre de leurs compatriotes égorgés au sein de la paix, exercèrent de terribles représailles. On ne comptait de Français dans cette armée que le maréchal Lefebvre, chargé par l'Empereur de la difficile mission de pacifier le Tyrol. La nouvelle de la prise de Vienne venait d'enlever tout à coup aux révoltés leur plus ferme appui. Chateler avait été impérieusement rappelé par l'archiduc. La junte insurrectionnelle livra le pays à la clémence du roi de Bavière, et Inspruck ouvrit ses portes au maréchal. La soumission du Voralberg suivit de près celle du Tyrol, et ne fut pas plus sincère. Elle eut lieu par les mêmes causes : la marche des Français et des Wurtembergeois et l'éloignement des Autrichiens. La perfidie des supplians n'eut d'égale que la confiance des vainqueurs. Le maréchal, croyant la paix rétablie, partit pour Saltzbourg, laissant à Inspruck une division bavaroise. Bientôt la nouvelle de la bataille d'Essling se répandit dans le Tyrol, et Inspruck se vit bloquée par une seconde insurrection.

Les troupes d'Italie aux ordres du vice-roi composaient l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche se battait en Pologne, sous le prince Poniatowski. De ses bivacs de l'Inn, de la Saltza et du Danube, Napoléon dirigeait les mouvemens de ces parties si éloignées du centre vers lequel toutes leurs opérations devaient les attirer. L'armée du prince Eugène, échelonnée de l'Isonzo à la Chiusa, attendait des corps qui se trouvaient encore à une grande distance; sa force ne dépassait pas cinquante mille hommes. L'armée de l'archiduc Jean s'élevait à plus de quatre-vingt mille hommes, traînait avec elle cent soixante-neuf pièces de canon, avait pour auxiliaires les insurgés des Alpes, les escadres anglaises qui couvraient l'Adriatique, les Anglo-Siciliens et la neutralité du Saint-Siége. Eugène se voyait donc réduit à un système de défense dont l'Adige formait le point d'appui. Le 10 avril, la guerre, qu'un parlementaire autrichien vient dénoncer à un petit poste du vice-roi, commence à l'instant comme une invasion de barbares. Après divers engagemens, l'archiduc arriva à Udine. Le vice-roi crut devoir l'attendre à Sacile, où il fut battu le 16. Il perdit sept mille hommes, dont moitié prisonniers, et quinze pièces de canon; l'ennemi eut à regretter trois mille six cents soldats. C'é-

tait la proportion des deux armées. Eugène avait eu affaire à des forces doubles des siennes. Malgré le funeste résultat de cette bataille, imprudemment livrée, il fut honorable pour les Français d'avoir soutenu le choc de la masse autrichienne pendant douze heures. Eugène, que les Autrichiens ne poursuivirent point, se retira lentement sur l'Adige. Au 26 avril, son armée occupait la forte position de Caldiero. L'archiduc campait vis-à-vis de nous, et s'était encore renforcé du voisinage de l'insurrection tyrolienne, dont Chateler, déjà parvenu près de Brescia, avait réuni quinze mille hommes à son corps. La position du vice-roi devenait critique. L'archiduc se mit en marche, le 27, avec l'assurance d'entrer dans Vérone. Le soir, le canon se fit entendre du côté de cette ville; l'archiduc, qui venait d'avoir un engagement avec l'armée italienne sur les bords de l'Alpon, crut que les Tyroliens, répondant à son attaque, se battaient contre l'aile gauche du vice-roi. Pendant un certain temps l'espérance est au camp autrichien et l'alarme au camp italien; mais bientôt les courriers arrivent. Ce sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve l'Italie. Le courrier de l'empereur François, parti le 24 de

Scharding, en apporte la nouvelle à l'archiduc Jean. Chateler n'a pas attendu les ordres de l'archiduc; il repart à tire d'aile avec ses Tyroliens, dont la révolte va être jugée par le roi de Bavière, et cinq jours plus tard il est à Inspruck. Après de vaines démonstrations pour tourner Caldiero, et un combat où les régimens italiens méritèrent d'être appelés les frères d'armes des régimens français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite; le 1er mai elle commença. Ce coup de théâtre change tout à coup le rôle des deux armées. Le vice-roi suit celle de l'archiduc. Le 8, il l'atteint sur la Piave, dont il force le passage devant lui. Cette action opiniâtre et sanglante coûte à l'ennemi dix mille hommes et quinze pièces de canon. Voilà la réparation de notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient sa situation plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento, l'une le 10, au gué de Spilimbergo, l'autre le lendemain à Valvasone. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Daniel et à Venzone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fait occuper Trieste; il s'empare des retranchemens de Malborghetto et enlève la position de Tarvis. Le 20, il porte son quartier général à Villach. Le 22, son aile droite oblige le camp

retranché, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et prend quatre mille hommes. La marche des deux princes se ressent de leur destination. L'un est appelé par la victoire, et la victoire l'accompagne; l'autre est appelé par les désastres de son pays, et dans sa route il essuie des défaites presque journalières. Le 25, le vice-roi détruit à Saint-Michel le corps de Jellachich qui se sauve avec deux mille hommes; le 26, il est à Léoben. L'archiduc Jean attendait, le 24, à quarante lieues de Vienne, à Gratz, les troupes de Jellachich pour arrêter le vice-roi; mais, quand il vit arriver les débris des troupes autrichiennes fuyant en désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitamment le 26 de Gratz, et se retira en Hongrie sur Kormend. Le lendemain, le prince Eugène opère à Bruck, sur la Murh, en Styrie, sa jonction avec la grande armée.

Le général Marmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à appuyer soit les Russes, soit les Musulmans, selon les circonstances, et à fermer aux Anglais d'excellens ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre actuelle. Il était observé par les troupes de Stoichewitz, qui faisaient partie de l'armée de l'archiduc Jean; mais ayant reçu du vice-roi la

nouvelle de la retraite de ce prince, Marmont commença son mouvement le 14 mai, jour du passage de l'Isonzo, et, après une affaire très vive à Mont-Kitta, où le général ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autrichiens à Gospiez et à Ottoszacz, arriva le 28 à Fiume et le 3 juin à Laybach. Ce fut à la fin de cette campagne de l'armée de Dalmatie, que, le 25 juin, treize cents hommes du 84e régiment, commandés par le colonel Gambin, retranchés dans le cimetière du faubourg Saint-Léonard à Gratz, soutinrent seuls, avec deux pièces de 3, pendant dix heures, un siége contre l'armée du général Ignace Giulay, Ban de Croatie, forte de vingt mille hommes. Napoléon fit graver sur l'aigle du 84e régiment cette inscription héroïque : *Un contre dix !* Le 1er juillet, Marmont alla avec le 11e corps rejoindre la grande armée dans l'île de Lobau.

Telle était la situation des affaires militaires, depuis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Essling qui fut célébrée, partout où la coalition exerçait quelque influence, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la destruction de Napoléon et de l'armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens; il resserrait ses liens et faisait cause commune avec les agens de l'Angleterre et de l'Au-

triche. Une grande expédition anglaise était prête. On attendait la nouvelle de son arrivée sur les côtes de la Belgique et de la Hollande. On attendait avec plus d'impatience encore le résultat de la première bataille qui devait sortir du repos des deux armées. D'après ces dispositions, l'Autriche recommença à se livrer à son système insurrectionnel. Le général Amende et le duc de Brunswick reparurent sur la scène avec neuf mille hommes. Le 12 juin, ils se réunirent à Dresde et marchèrent sur Leipsick, semant partout des proclamations pour engager les Saxons à s'unir à leurs drapeaux. On répéta les mêmes manœuvres en Franconie. Dans le pays de Wurtemberg, l'insurrection offrit un caractère plus alarmant, en raison du voisinage du Voralberg et du Tyrol. Le roi de Wurtemberg prit lui-même la direction des moyens employés pour anéantir les révoltés. A Mergentheim, à Bareuth, à Stockack, les habitans s'étaient soulevés; le roi fit marcher contre eux le peu de troupes qu'il avait, et les rebelles, forcés de mettre bas les armes, furent jugés selon toute la rigueur des circonstances. Le Tyrol, excité de nouveau par l'Autriche, qui lui annonce l'archiduc Jean, et par le général Chateler, qu'un ordre du jour de Napoléon condamnait à la peine de mort, a rompu son traité. L'armée

insurrectionnelle de Hofer, que conduisaient et soutenaient les divisions régulières du corps de Chateler, a repris une offensive redoutable, et, après un violent combat livré en avant d'Inspruck, le général Deroi, entouré par toute la population des montagnes, a dû battre en retraite et évacuer cette ville. Enfin les montagnards du Tyrol et du Voralberg étaient descendus dans les bassins du Danube et du Pô, menaçant Ulm, Munich, Villach, Bellune, Bassano et Vérone. Ils occupèrent Bellune, Bassano, Feltre, et communiquaient avec les Autrichiens rentrés dans la Carniole. Les insurgés présentaient déjà une masse de vingt mille hommes organisés en corps réguliers. La marche du prince Eugène sur l'archiduc avait totalement dégarni la Lombardie. Les escadres britanniques, les Autrichiens revenus sur l'Isonzo, les Tyroliens, peut-être aussi les montagnards du Piémont, inquiétaient également le royaume d'Italie et les départemens français. Le pape semblait leur donner le signal de l'invasion par l'excommunication fulminée le 10 juin contre Napoléon. Ce signal fut entendu des hérétiques. L'amiral Stuart, sorti des ports de Sicile avec une grande flotte qui portait une armée de quinze mille Anglais et Siciliens, sous les ordres du prince Léopold, parut le 12 sur les côtes de Naples, et le

25 devant la capitale. La marine napolitaine oublia sa faiblesse et se souvint des barbaries de Nelson; elle combattit avec gloire, elle repoussa vigoureusement le pavillon britannique. Les Anglais descendirent à Procida et à Ischia, dont le château sut résister à leurs attaques. Ils tentèrent aussi de se rendre maîtres du fort de Scilla en Calabre; mais le général Partouneaux les précipita dans la mer et s'empara du matériel préparé pour le siége. Ne pouvant pas faire avec succès une guerre d'action, les Anglais se bornèrent à en faire une de corruption et de menaces; ils se placèrent aux îles de Ponza, qui sont entre Naples et Rome, espérant qu'un signal de la côte romaine ou napolitaine leur annoncerait l'insurrection de quelque province et leur permettrait un débarquement. En attendant, ils jetèrent dans les deux pays des bandes de malfaiteurs qui portèrent la terreur et le meurtre jusqu'aux portes de Rome. D'autres agens répandirent de l'or et des proclamations. Le général Miollis, gouverneur des Etats romains, se trouvait placé au milieu des plus grands périls. Rome n'est distante de la mer que de cinq lieues. Il pouvait, il devait entrer dans les combinaisons de l'expédition anglaise de fomenter une révolte, au moyen de laquelle le Saint-Père aurait pu gagner la flotte britannique; c'eût été un

véritable triomphe pour les apostats de la Grande-Bretagne, de conduire le souverain pontife à Palerme et surtout à Cadix. Rome se montrait partagée entre le Vatican que l'on respectait et l'excommunié que l'on craignait. La sagesse, la vigueur du général Miollis, l'estime dont il jouissait, attachaient et contenaient les esprits; mais la ville n'était pas à l'abri d'un coup de main soutenu par un parti intérieur; aussi le roi Joachim, qui sentait toute l'importance de la conservation de cette capitale pour sauver la sienne, expédia quelques troupes de sa garde au général Miollis. Il crut également devoir renouveler, auprès de la consulte que l'Empereur avait chargée d'organiser les États romains, l'invitation de faire sortir Pie VII de Rome et de l'envoyer en France jusqu'à la paix. Le roi motivait cette demande sur le péril que courrait le pape lui-même si la guerre civile s'allumait dans Rome, divisée par les factions; il présentait aussi le Saint-Père, tant qu'il serait en Italie, comme un des chefs les plus dangereux de la coalition, et comme l'instrument le plus puissant dont se servait l'Angleterre pour exciter et alimenter les divisions et les complots dont Spolete venait d'être le théâtre. Le roi de Naples avait encore un autre intérêt qu'il n'avouait pas; c'était celui de s'emparer de quelques por-

tions du territoire pontifical, de la marche d'Ancône, par exemple, qu'il convoitait depuis longtemps. Cependant la consulte ne pouvait prendre la détermination que sollicitait le roi de Naples; cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, l'exécution du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pie VII continuerait de résider à Rome, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la réunion de ses Etats à l'empire français. Joachim résolut de recourir à d'autres moyens.

Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissantes de répression contre les insurrections du Tyrol, du Voralberg, de l'Allemagne; contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. Le roi de Westphalie, le maréchal Kellermann, le général Junot qui venait de remplacer ce dernier au commandement de l'armée d'observation de l'Elbe, le général de Beaumont, ont rempli les intentions de l'Empereur. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé le 25 les Autrichiens de Leipsick, et le 30 de Dresde. Un corps de huit cents hommes occupa Bregentz; un autre entra de vive force à Nuremberg et chassa de cette place les Autrichiens que Junot rejeta en Bohême.

Le maréchal Davoust s'empare d'Engerau sur le Danube, s'y fortifie, porte son quartier général à Haimbourg et bloque le port de Presbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais, avant de les appeler auprès de lui, Napoléon veut qu'elles achèvent sous le prince Eugène ce qu'elles ont si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormend; le 9 juin, le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville; l'archiduc l'évacua le 7 et se dirigea vers Raab qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les troupes d'Italie : il trouva à Raab son frère l'archiduc palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs; ses forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. Il eut affaire le jour même avec le général Montbrun, qui ne l'avait pas perdu de vue depuis son départ de Kormend. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, et prévint d'un jour les desseins de son adversaire. Le vice-roi saisit l'occasion de célébrer la journée de Marengo qui avait reconquis la patrie italienne, et d'illustrer l'anniversaire de Friedland. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillans auspices. L'action très vive dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes

de ligne. Les archiducs se retirèrent sur Komorn, où le vice-roi les poursuivit inutilement ; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devient pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il a méditées depuis la bataille d'Essling ; mais Raab reste encore aux Autrichiens, et le blocus de Presbourg n'est pas assuré. En conséquence, Napoléon presse la prise de Raab, investie depuis le 15 par le général Lauriston. La tranchée s'ouvre le 19 ; le 21 le feu commence; le 22 la place capitule : elle avait deux mille hommes de garnison. Aussitôt que l'Empereur eût appris la reddition de cette forteresse, il ordonna au maréchal Davoust d'attaquer Presbourg et de sommer le commandant; cette sommation ayant été repoussée, le 26 notre artillerie lança des obus dans la ville. La sommation fut renouvelée et rejetée de nouveau; le feu continua jusqu'au milieu de la journée du 28. Alors l'archiduc Charles fit parvenir quelques plaintes à Napoléon sur ce bombardement, et Napoléon y eut égard : l'attaque cessa; mais le 29 le maréchal reçut l'ordre de faire enlever à tout prix la tête de pont de Presbourg ou l'une des îles qui la flanquaient. Le général Gudin, chargé de cette expédition, la dirigea avec habileté, et en confia l'exécution au colonel Decouz qui fit quatre cents prisonniers.

Tout est prêt dans l'île de Lobau, qui, pendant quarante jours devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, grâce au génie de l'Empereur, et sous la direction du général Berthier, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie de cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des terribles eaux du Danube, et lier entre elles ces îles, à qui la piété guerrière de Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de Saint-Hilaire, tués à Essling.



Couche fils del. et sc.

BATAILLE DE WAGRAM.

Publié par Ambr. Dupont et Cie Rue Vivienne N° 10

CHAPITRE III.

BATAILLES D'ENZERSDORF, DE WAGRAM. — ARMISTICE DE ZNAÏM. — EXPÉDITION DES ANGLAIS SUR L'ESCAUT. — ENLÈVEMENT DU PAPE A ROME. — AFFAIRES D'ESPAGNE. — CAMPAGNE MARITIME DES ANGLAIS.

L'ARMÉE de l'archiduc Charles occupe Essling, Aspern, Enzersdorf et la rive droite du Danube liés par des ouvrages hérissés d'une artillerie formidable.

Le 30 juin au soir le maréchal Masséna apporta, dans l'île de Lobau, l'ordre de rétablir l'ancien passage qui avait servi pour la bataille d'Essling. En cinq quarts d'heure le pont se termine, sous la protection de l'artillerie. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens.

Le 1er juillet, l'Empereur commande de s'emparer de l'île du Moulin. Le chef de bataillon Pelet, aide de camp de Masséna, se charge de cette expédition réputée impossible; le 2, il prend six cents voltigeurs, et, sous le feu le plus terrible, il opère sa descente, tue cent Autrichiens, repousse

toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout l'effort de l'artillerie ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises : de nouvelles troupes s'y précipitent. L'île était prise, et fut armée de plusieurs batteries. Ces deux expéditions, de même que celle de Davoust devant Presbourg après le bombardement, ont pour but d'attirer les regards de l'archiduc, et de le tromper sur le véritable point d'attaque.

Rien n'arrêtait plus l'exécution du plan que Napoléon avait mûri pour la bataille, pendant le repos de Schœnbrunn et de Lobau. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. Le 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis sous l'étendard impérial. Le même jour, à une heure après midi, l'Empereur ordonne d'engager l'action à huit heures du soir. On consacra la nuit du 4 au 5 au passage de toute l'armée. Le feu continuel de cent neuf pièces de gros calibre, joint aux roulemens de la foudre et aux sillonnemens des éclairs, annonça et montra à l'archiduc la route que Napoléon s'était réservée. Mais cette fois la tempête fut maîtrisée, et Napoléon préluda, par la victoire des élémens, à celle qu'il allait remporter sur les Autrichiens. Enfin le soleil se lève dans tout son éclat, et l'armée radieuse se range fièrement en bataille sur

la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marchfeld sont le théâtre où le sort de l'Autriche, et non celui de la coalition, va se décider. Napoléon avait employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied, le passage de ses colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, parlant à son armée. Les deux masses s'observèrent pendant quelque temps. A midi Napoléon se porta en avant; bientôt l'archiduc vit ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdorf, qui ne tarda pas à paraître en flammes. Les villages d'Essling et d'Aspern, qui avaient coûté tant de sang à l'une et à l'autre armée, ne devaient pas être les seuls témoins d'une lutte entre les deux empires; ils furent traversés par la bataille. L'archiduc a pris retraite sur Wagram et sur Stamersdorf; vers six heures, l'armée française est sur le Russbach; elle s'étend vers Breitenlée. Nous attaquons le centre de l'archiduc, Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec ses réserves : au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure; les troupes autrichiennes partagent les périls et l'impétuosité de leur chef. Les divisions de Macdonald et d'Oudinot sont ramenées en deçà du Russbach; une terreur panique s'est emparée de ces braves soldats, que le nombre n'avait jamais effrayés : la nuit trompa peut-être leur cou-

rage. Enfin, ralliés autour de l'invincible garde, ils se reforment sous les regards de Napoléon, et volent reprendre leur position sur le Russbach. Bernadotte, qui devait enlever Wagram, ne fit qu'y paraître; ses Saxons furent chassés de ce village et se retirèrent sur Aderklaa, que, peu d'heures après, ils quittèrent sans ordre. Le Russbach vit terminer à onze heures du soir la journée d'Enzersdorf; une grande partie de l'armée ennemie n'avait pas encore été engagée. L'archiduc passa la nuit sur les hauteurs de Wagram.

C'est aussi Wagram qui frappe les yeux de Napoléon au réveil de son armée; mais, au moment où il va donner la bataille, les Autrichiens prennent l'offensive. Quatre mille toises règnent sur le front des deux armées : Napoléon les parcourt avec la rapidité de l'éclair, et en courant il désigne de la main à ses maréchaux les hauteurs du Russbach, de Neusiedel, Baumersdorf, Wagram; pantomime éloquente, terrible, que chaque chef comprend, à laquelle chaque soldat brûle d'obéir. Un vivat général répond à cet ordre muet de vaincre ou de mourir.

L'attaque commence à Aderklaa, poste important aux deux armées, poste que Bernadotte a abandonné, que l'archiduc a repris. Ce village rappelle aux combattans les scènes d'Aspern et

d'Essling ; il change plusieurs fois de maître en peu d'instans, et demeure en définitive à l'archiduc, qui y lance de nombreux renforts. Bernadotte est revenu à Aderklaa avec ses Saxons; ils fuient de nouveau, et Masséna les fait charger pour les ramener à l'ennemi. Cependant Napoléon a paru, et l'ordre se rétablit à la gauche, que le dernier choc a troublée; Napoléon met pied à terre et monte dans la calèche de Masséna. La direction d'Aspern, occupé par Boudet avant le jour, est donnée à l'armée ; le 4e corps défile en tête. La droite de l'archiduc entre en ligne à dix heures ; elle s'étend du Danube à Wagram; soixante pièces la précèdent : elle prend à revers l'armée française, menace l'île de Lobau et les ponts. Napoléon marche aussi; cent pièces d'artillerie, qui couvrent une demi-lieue de terrain en avant de son armée, vomissent la mort, et brisent les masses terribles dont rien ne semblait pouvoir arrêter le mouvement. Notre artillerie reste engagée entre les deux armées, mais elle est bientôt soutenue par Macdonald, par la garde à pied et à cheval. Napoléon se tenait au milieu du feu, à la gauche de la division Lamarque, qui souffrait beaucoup; ce général court à lui, et au nom du salut de l'armée le conjure de se retirer. Tout à coup un aide de camp de Masséna arrive pour avertir l'Empe-

reur que le corps de Klenau est derrière son armée, que Boudet, repoussé dans l'île de Lobau, a perdu ses canons. Napoléon regardait la tour de Neusiedel, et ne répondait pas; enfin il aperçoit le feu de Davoust qui la dépasse : « *Allez*, dit-il à l'aide de camp, *courez dire à Masséna qu'il attaque, et que la bataille est gagnée.* » Macdonald, Oudinot, Davoust, reçoivent l'ordre de presser, de forcer leurs attaques. Il est près de midi; le clocher de Süssenbrunn est le centre de l'archiduc; là se précipite la tempête, à qui Napoléon vient de donner le signal. Rien ne lui résiste ; déjà le fameux poste d'Aderklaa et celui de Breitenlée sont derrière nous. La terrible colonne de Macdonald, comme un coin de granit lancé par un volcan, se fait jour et perce le centre des Autrichiens. Macdonald se trouve avec quinze cents hommes seulement au delà de la ligne ennemie, les autres sont restés dans la route sanglante qu'il a frayée; il s'arrête en avant de Süssenbrunn, et compte les braves qui l'ont suivi. Ce débris de huit bataillons ne forme plus qu'un bataillon sacré qui a vaincu à Wagram. Le général Lamarque eut quatre chevaux tués sous lui, et vit tomber ses six ordonnances; jamais la mort n'a moissonné de plus près. Cependant l'heure de la victoire n'était pas encore arrivée; elle avait été préparée par les

prodiges de valeur du corps de Davoust et de celui d'Oudinot, qui ont dispersé les troupes de Hohenzollern, après les avoir chassées des hauteurs de Russbach. Rosemberg a subi le même sort autour de Neusiedel; six généraux autrichiens furent mis hors de combat dans l'affreuse mêlée qui précéda la prise de la tour de Neusiedel. Cette tour avait cédé enfin à l'opiniâtreté de Davoust; le brave général Gudin y fut blessé quatre fois, à côté du maréchal. De même, à l'extrémité de la ligne, Masséna a poursuivi, sans s'étonner un seul moment, sa marche de flanc, malgré le feu d'une artillerie formidable et les assauts de la cavalerie ennemie. Déjà le maréchal avait repris Essling et avançait sur Aspern, lorsque le canon du centre l'avertit que c'était contre l'aile droite des Autrichiens qu'il devait lancer ses colonnes.

A une heure, la face de la bataille a changé; la grande armée a repris l'offensive. Davoust et Oudinot ont appuyé Macdonald, qui, après avoir encore enlevé le village de Gerasdorf, bivaqua à Brunn, où la nuit vint interrompre le feu. L'aile droite achevait aussi son mouvement en combattant. Davoust s'établit à Wagram; Masséna à Léopoldau : là succomba le premier, peut-être, de nos généraux de cavalerie, Lasalle, dans une charge à fond, pendant laquelle sa bouillante ardeur

l'entraîna au milieu des carrés autrichiens ; la balle d'un fantassin l'atteignit au front : sa mort fut vengée, et sa mémoire ne périra point. On dressa la tente de Napoléon entre les villages d'Aderklaa et de Rachsdorf, qui avaient coûté tant de sang aux deux armées. Leurs pertes furent à peu près égales ; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux ; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français eurent à regretter les généraux Lasalle, Gauthier, Lacour, et sept colonels ; le maréchal Bessières et vingt généraux avaient reçu des blessures. Napoléon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Marmont ; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps que commandait Bernadotte. L'ennemi eut trois généraux tués, et dix blessés ; parmi ces derniers on comptait l'archiduc Charles, qui, pendant toute cette journée, n'avait manqué aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint, pour la seconde fois, au fort de la mêlée, vers le milieu de la bataille. Il déploya, comme toujours, le courage du guerrier intrépide et les talens du grand capitaine ; il n'avait point été obéi de son frère Jean, depuis l'arrivée de ce prince à Kor-

BATAILLE
de
WAGRAM
par
A. M. Perrot

Bisamberg
Stammersdorf
Brunn
Gerasdorf
WAGRAM
Aderklau
Jedlersdorf
Sussenbrunn
Baumersdorf
Jetelsee
Znaïm
Leopoldau
Floriansdorf
Am Spitz
Breitenlee
N. Wirthshaus
Kagran
Rte de Presbourg
Raasdorf
Glinzendorf
Grosshofen
Hirschstetten
Eslinghof
Pysdorf
Stadlau
Gross-Aspern
ESSLING
ENZERSDORF
Ile Napoléon ou de Lobau
I. Ste Hilaire
I. Montebello
I. Alexandre
Witau
Sachsengang
Mühlleuten
Simmering
Danube
VIENNE

Gravé par Dorland. Écrit par Arnoul.

mend. Le généralissime fit sa retraite en bon ordre.

Napoléon suivit ou plutôt chercha l'armée autrichienne ; le soir, il porta son quartier général à Wolkersdorf. Bernadotte s'y présenta, mais l'Empereur ne voulut point le recevoir ; Napoléon et toute l'armée avaient contre lui d'anciens et de nouveaux griefs ; Bernadotte s'était montré faible à Austerlitz ; à Auerstaedt, il laissa Davoust se battre seul contre le roi de Prusse ; après Essling, sa conduite donna lieu aussi à de justes reproches. Le 5 juillet au soir, il attaqua mollement Wagram ; il abandonna le poste important d'Aderklaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroute de ses Saxons avait été un scandale pour l'armée. Ce fut, assure-t-on, après la journée d'Essling, que Bernadotte osa dire à Napoléon *que l'armée française n'était plus celle de* 1795. L'Empereur lui répondit : « Mon armée est toujours la même ; il « n'y a de changé que quelques hommes que je ne « reconnais plus. » Le 7 juillet, Bernadotte, qui, dès le début de la campagne, n'avait cessé d'écrire et de faire dire à Napoléon qu'il ne pouvait rien exécuter avec les Saxons, publia à son bivac de Léopoldau un ordre du jour dans lequel on lisait « que les Saxons, au nombre de sept à huit mille,

« avaient, à la bataille du 5, percé le centre de « l'armée ennemie, malgré les efforts de quarante « mille hommes et de cinquante bouches à feu; « qu'ils avaient combattu jusqu'à minuit, et biva- « qué au milieu des lignes autrichiennes; que le 6 « ils avaient recommencé le combat. Au milieu des « ravages de l'artillerie ennemie, disait encore « l'ordre du jour, vos colonnes vivantes sont res- « tées immobiles comme l'airain. Le grand Napo- « léon vous compte aussi parmi ses braves. » Cette pièce parut dans les journaux allemands. Bernadotte, après le refus qu'il avait éprouvé à Wolkersdorf, était parti mécontent pour Paris. Bientôt l'Empereur donna, à Schœnbrünn, un ordre du jour dans lequel « il témoignait son mécon- « tentement au maréchal prince de Ponte-Corvo « pour son ordre du jour, et le déclarait contraire « à la vérité, à la politique et à l'honneur natio- « nal...; ajoutant que, loin d'avoir été immobile « comme l'airain, le corps du prince de Ponte- « Corvo avait battu le premier en retraite..... et « que c'était au maréchal Macdonald et à ses trou- « pes qu'était dû l'éloge que Bernadotte s'attri- « buait..... S. M. désire que ce témoignage de son « mécontentement serve d'exemple, pour qu'au- « cun maréchal ne s'attribue la gloire qui appar- « tient aux autres..... »

Cependant Davoust et Marmont ont l'ordre de suivre l'ennemi sur Nicolsbourg, et Masséna sur Znaïm; Napoléon, avec la garde, le corps d'Oudinot et l'armée d'Italie, occupait l'intervalle de ces deux directions. Il visita le théâtre de son triomphe, et chargea spécialement les ducs de Frioul et de Bassano du soin de faire enlever les blessés des deux armées; on en transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne. M. Bignon, appelé de sa légation de Carlsruhe à Vienne, avait, accompagné des auditeurs du Conseil d'Etat restés dans cette ville, pourvu aux premiers besoins en ordonnant de distribuer des vivres et des médicamens aux blessés, avant de les placer sur les voitures. L'hospitalité du champ de bataille fut constamment inséparable de la gloire militaire de Napoléon.

Masséna, dans sa marche, enleva la ville de Korneubourg. Il apprit, des prisonniers et des habitans, qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince attendait les Français sur les hauteurs de Mallebern. Le 8 au soir, Masséna reçoit l'ordre de suivre en toute hâte la route de Znaïm, et Davoust celle de Wülfersdorf. Napoléon veut prévenir la jonction des deux archiducs, qui peuvent opérer un mouvement combiné sur Vienne. Toujours habile et prévoyant, il ordonne à Vienne de

porter l'armement à cent bouches à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres pour six mois; de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Passau, Lintz, Mœlk, Gottweig, Raab, seront mises également en état de défense. Le prince Eugène, renforcé des Saxons de Bernadotte et des Wurtembergeois, est chargé, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur Vienne. Macdonald garde le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Davoust fait enlever, le 9, la ville de Nicolsbourg par les dragons. Après une affaire très vive, Masséna s'empare d'Hollabrünn. L'archiduc n'est qu'à deux lieues de cette ville, à Guntersdorf; il occupe la route de Znaïm : il soutient sa retraite avec des forces supérieures; mais, dans la crainte d'être à la fois prévenu à Znaïm par Marmont, poursuivi par Masséna, pris en flanc par Napoléon, il se porte vivement à Brenditz, d'où il peut dominer la poursuite des deux maréchaux, et il s'y arrête jusqu'au 12.

En effet Marmont, ayant passé la Taja, s'avançait sur Znaïm, et le 10 parut en face de Tesswitz. Très étonné de trouver devant Znaïm toute l'armée autrichienne, il s'établit à Tesswitz, s'y vit bientôt attaqué, et eut l'honneur d'y

soutenir un combat très chaud, pendant lequel ce bourg, pris et repris plusieurs fois, finit par nous rester. Le soir, le général Bellegarde écrivit au maréchal que le prince de Lichtenstein se rendait auprès de l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmont se battait à Tesswitz, Masséna s'emparait de vive force de Guntersdorf, et l'Empereur se dirigeait sur Znaïm; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà engagé. Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Lichtenstein, les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faubourgs de Znaïm, quand, à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice. Les officiers des deux armées, qui sont envoyés pour la faire connaître aux combattans, n'y parviennent qu'au péril de leur vie, et reviennent blessés rendre compte de leur mission. Napoléon, dans la nuit du 11 au 12, avait reçu le prince de Lichtenstein, qui lui était déjà connu par le traité de Presbourg, et il avait voulu soumettre

l'importante question de l'armistice aux principaux personnages civils et militaires qui se trouvaient près de lui. Cette question fut agitée avec la plus grande liberté; la majorité se prononça pour la continuation de la guerre; mais Napoléon mit fin à la discussion en disant : « *Il y a eu assez de sang versé.* »

L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement; il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et plus de huit millions d'habitans. L'empereur François ne reconnut cette trêve que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaïm et lui conservait sa dernière armée; en effet, à quelques heures près, l'archiduc manqua d'être écrasé avec elle devant Znaïm. L'armistice ne fut également pas reconnu, pendant toute sa durée, des insurgés tyroliens, avec lesquels Napoléon dut traiter par l'entremise du général Rusca, lorsque Lefebvre eut encore échoué dans cette guerre implacable. Il en fut de même de toutes ces contrées de l'Allemagne où l'Autriche guerroyait soit par ses partisans, soit par le duc de Brunswick et les chefs déjà connus de toutes les insurrections de l'Allemagne septentrionale. Le 9, le général Kien-

mayer battit Junot à Gefrees. Le roi de Westphalie conduisit pendant cette époque une campagne laborieuse, dont l'esprit de désertion parmi ses troupes fut le principal fléau. Le duc de Brunswick rentra dans ses Etats, revit sa capitale, sa patrie, combattit avec gloire, et ne céda le champ de bataille qu'avec l'espérance d'y reparaître bientôt à la tête d'une armée anglaise qu'il alla attendre à Heligoland. Plusieurs débarquemens de troupes britanniques avaient eu lieu du 7 au 8 juillet à Cuxhaven et sur les côtes. Heligoland servait de place d'armes à ces expéditions. Tout le pays d'Osnabruck s'était soulevé. Le Hanovre partagea un moment ce mouvement insurrectionnel. Tout conspirait contre l'armistice de Znaïm. La disgrâce du généralissime offrit la preuve la moins honorable des mauvaises dispositions et de la perfidie de la maison d'Autriche. Après avoir soutenu une lutte glorieuse pour ses armes, il tomba dans une embûche de cabinet, et succomba à la même intrigue qui avait résolu cette guerre, qui, dans le moment même, par la violation de la convention jurée à Znaïm, mettait l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte. Tandis que Napoléon, avant de quitter son camp et de retourner à Schœnbrünn, où il arriva le 14, donnait une dernière audience au

prince de Lichtenstein, le chargeait de ses vœux pour la paix et pour une prompte négociation, l'empereur François, livré, à Bude, à la haine de l'impératrice et du comte de Stadion contre la France et son souverain, ainsi qu'aux conseils de lord Bathurst et de sir Walpole, consacrait ce repos d'un mois à changer son système de guerre et à en transporter le théâtre dans la Hongrie. Napoléon dut alors adopter de nouvelles dispositions et se préparer à tout événement. Si, d'un côté, la convention était foulée aux pieds dans le Tyrol et en Allemagne, les négociations ouvertes à Altenbourg traînaient en longueur. Ce grand système de l'Autriche, celui de gagner du temps, s'étendait encore par les lenteurs habituelles de ses chancelleries. M. de Metternich, plénipotentiaire de l'empereur François, n'avait pas, pendant son ambassade à Paris, donné des gages rassurans pour la mission de la paix. M. de Champagny, ministre des relations extérieures de France, traitait au nom de Napoléon. Le 12 août, on prolongea l'armistice; les conférences ne s'entamèrent que le 17.

L'Autriche avait un motif puissant pour temporiser en contenant l'armée française par les opérations d'une négociation. L'Angleterre était partout : à Walcheren, sur les côtes de Hollande; à

Cuxhaven, sur celles du Weser; elle inquiétait aussi celles de l'Elbe et de la Baltique; une de ses armées marchait à Madrid. L'escadre anglo-sicilienne stationnait devant Naples. Les vaisseaux de la Grande-Bretagne avaient bombardé Gallipoli et tenaient la Calabre en échec. L'escadre de Collingwood avait quitté les parages de Toulon, et menaçait les îles Ioniennes qu'elle devait occuper. Mais le principal objet des attaques de l'Angleterre était l'Escaut, vers lequel elle dirigeait une grande expédition composée de soixante-quatorze bâtimens de guerre, dont trente-six frégates, et d'une foule de navires. Cette flotte portait cent mille hommes, parmi lesquels on comptait quarante-cinq mille soldats. Lord Chatam, ministre et grand-maître de l'artillerie, dont le nom seul était une hostilité héréditaire contre la France, commandait l'armée; sir Richard Strachan commandait la flotte. Jamais l'Angleterre n'avait lancé un manifeste plus fort contre la paix. Ce n'est pas la faute de l'Autriche si l'Angleterre, au lieu d'intervenir contre sa négociation avec une démonstration aussi formidable, ne la déploya pas pour la guerre en temps utile. Son ambassadeur Stahremberg avait inutilement pressé à Londres, dans le mois de mai, le concours de ces forces imposantes, qui appareillèrent le 29 juillet seulement, huit jours après que la nouvelle

de l'armistice de Znaïm, conclu le 13, fut connue du gouvernement anglais. L'expédition de l'Escaut était donc réduite à n'être qu'un désaveu donné à la négociation autrichienne, et l'Angleterre courait gratuitement le risque d'une lutte sans alliés. Mais le roi de Suède avait aussi poussé l'audace jusqu'à rester seul dans la lice contre Napoléon après le traité de Tilsitt, comme la Russie après celui de Presbourg. L'Angleterre, avec plus de raison même que la Russie, dont une ou deux batailles perdues décidaient la querelle, jugea pouvoir porter la guerre dans les parties occidentales du territoire français, pendant que Napoléon et ses armées se reposaient sur le Danube des terribles victoires qu'ils venaient de remporter. La possession de l'Escaut, devenue en quelque sorte pour la France un fleuve de famille par le canal de Saint-Quentin, importait plus à l'Angleterre que la défaite de Napoléon à Wagram. Anvers était un autre Plymouth qu'à tout prix il fallait enlever à son ennemi; car le système de ses hostilités découlait nécessairement de sa position géographique. L'Angleterre ne se battait point dans la vue de conquérir des concessions pour une paix future, à l'exemple des puissances continentales et de Napoléon lui-même; elle se battait afin de faire du mal à la France, sans lui laisser l'espoir des

compensations. Elle ne convoitait de la Belgique qu'Anvers, pour le détruire, comme port militaire, comme atelier de constructions, comme arsenal, comme citadelle. Elle se rappelait Toulon et cherchait à obtenir une revanche éclatante de sa défaite, et surtout du chagrin de n'avoir pu consommer la ruine totale de cette ville autrefois sauvée de ses mains par le jeune commandant de l'artillerie républicaine. Elle voulait détruire Flessingue, s'emparer de l'île de Walcheren des Bouches-de-l'Escaut, et brûler la flotte française dans le port d'Anvers ; 20 millions sterlings (500 millions fr.) furent dépensés pour cette opération, pour ce coup de main, car tel est le nom resté à l'expédition. L'Angleterre n'avait rien négligé afin de réveiller en Hollande le souvenir des intérêts qui attachèrent si long-temps ces contrées à sa fortune. Napoléon réédifiait militairement Flessingue et Anvers, mais les fondations en étaient toutes commerciales ; l'Angleterre, qui sentait cette vérité, s'efforçait d'en prévenir les conséquences. La Hollande offrait par elle-même, à cette époque, une singularité très remarquable sous le règne d'un des frères de Napoléon, au milieu de la guerre que soutenait l'Empereur aux deux extrémités de l'Europe et dans les Etats limitrophes de la Hollande ; le roi Louis, que dominaient les conseils

d'une politique plus qu'étrangère à la France, venait de licencier une partie de son armée, de désarmer dans ses ports et de congédier ses marins : aussi le peuple hollandais en prit-il occasion de donner à son souverain une leçon de morale, en se montrant tout à coup aussi peu fidèle à ses sermens envers lui, que ce prince à ses engagemens envers Napoléon ; ce fut alors que l'Empereur chargea son ministre de la guerre d'écrire au roi Louis *que le royaume de Hollande était beaucoup moins utile à la cause commune que ne l'avait été l'ancienne république.*

La flotte ennemie s'empara facilement de Walcheren et de Middelbourg, malgré les efforts du brave général Osten, qui se vit contraint, avec quinze cents hommes, de se retirer devant dix-huit mille Anglais. Le général hollandais Bruce n'avait pas attendu l'approche de l'ennemi pour évacuer le fort de Batz qui défendait les deux branches de l'Escaut et les avenues d'Anvers. Trois jours après le débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues de cette ville, l'unique objet de l'expédition. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Berg-op-Zoom, Chatam alla mettre le siége devant Flessingue, dont la prise d'Anvers nécessitait la chute. Ainsi Anvers, qui ne pouvait résister

à l'attaque d'une aussi forte armée, dut son salut à l'impéritie du général anglais. Anvers n'avait pour toute garnison que quelques dépôts de régimens. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment aidé par le colonel Lair, à la tête des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du génie Bernard, depuis aide de camp de Napoléon, aujourd'hui commandant en chef du génie au service des Etats-Unis d'Amérique. Les forts et les batteries furent armés; l'escadre mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Rampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. On était maintenant en état de défendre Anvers; on voulut même sauver Flessingue, devant laquelle les sorties de la garnison, composée de six bataillons, retinrent quinze jours lord Chatam; et les Anglais ne seraient point entrés dans cette place, si son gouverneur, le général Monnet, eût fait couper les digues. Il capitula le 15 août, avec quatre mille hommes qui furent conduits prisonniers en Angleterre. A la vérité, d'après l'enquête qui eut lieu, on décida qu'il n'y avait pas eu de siége, et que le général Monnet était coupable.

Le télégraphe avait annoncé à Paris le débarquement de l'armée anglaise, le 1er août. Bernadotte offrit ses services, ou plutôt il fut appelé par

le duc d'Otrante, son ancien ami de révolution, lequel cumulait alors les ministères de l'intérieur et de la police générale. Fouché triompha bientôt de la répugnance que Bernadotte témoignait à aller se mettre à la tête de l'armée d'Anvers, surtout après l'ordre du jour de Schœnbrunn. On ne sait ce qui se passa entre ces deux personnages. Napoléon venait d'échapper deux fois aux proscriptions de ses ennemis, d'abord par la fortune d'Essling, et ensuite par la victoire de Wagram. Fouché voulut aussi attacher son nom à cette mémorable époque ; il leva l'élite des gardes nationales des dix départemens du Nord, les mit en marche, proposa au conseil de nommer Bernadotte général en chef, et publia une circulaire où il osait dire : « Prouvons *à l'Europe* que si le « génie de Napoléon peut donner de *l'éclat* à la « France, sa présence n'est pas nécessaire pour « repousser l'ennemi... » Cette circulaire de Fouché ne devait pas être mieux accueillie de l'Empereur que l'ordre du jour de Bernadotte. Cependant Napoléon, dans sa lettre du 29 juillet au ministre de la guerre, récapitulait tous ses griefs contre le prince de Ponte-Corvo. Le conseil rejeta la proposition de Fouché : le roi de Hollande, en sa qualité de connétable de l'Empire, dut prendre la direction des troupes. Mais ce prince se trouva

bientôt embarrassé de ses nouvelles fonctions. Il tremblait pour ses Etats, et demandait instamment un maréchal à qui il pût remettre le fardeau de la guerre : alors on appela Bernadotte à l'armée du Nord, et tout fut organisé pour la garantie de cette importante mission. Le maréchal Kellermann réunit une réserve à Wesel; le maréchal Moncey, une autre à Lille : le général Sainte-Suzanne conserva le commandement des côtes; le ministre Dejean alla commander le génie à Anvers; Moncey se mit en marche pour l'Escaut, et le maréchal Bessières, que l'Empereur destinait à remplacer Bernadotte, se rendit à Lille. Les sénateurs Collaud et Vaubois arrivèrent, l'un à Anvers et l'autre à Ostende, en qualité de gouverneurs. Il résultait de ces dispositions, ainsi que du choix des autres généraux envoyés de l'armée, comme Reille, Lamarque, etc., que Bernadotte, dont la nomination avait eu pour principal objet son éloignement de Paris, serait au moins autant surveillé qu'aidé par ceux qui étaient placés à la tête des troupes. Au surplus, Bernadotte ne partit de Paris que le 12 août, et n'entra que le 15 à Anvers, où l'on était déjà complétement en mesure contre toute attaque. En effet, lord Chatam la jugea impossible, dans un conseil de guerre, sans chercher par aucun mouvement offensif à

s'assurer si l'on ne pouvait tenter quelque chose d'heureux. D'ailleurs les maladies causaient chaque jour des pertes immenses à son armée. La retraite de la flotte anglaise fut décidée immédiatement après le conseil, et le fort de Batz évacué le 4 septembre. Lord Chatam laissa à Flessingue seize mille hommes que la fièvre dévora en grande partie. Le 24, le maréchal Bessières remit à Bernadotte l'ordre par lequel il le remplaçait dans son commandement; la nature des correspondances que le prince avait entretenues avec Paris lui fit encore interdire le séjour de la capitale, et il eut ordre de rejoindre la grande armée. Le ministre reprocha au prince une proclamation dans laquelle il réduisait son armée à quinze mille hommes, tandis qu'elle en comptait soixante mille; erreur qui devenait funeste à accréditer dans le moment où l'expédition anglaise inquiétait la Hollande et la rive gauche de l'Escaut. Ainsi Bernadotte quitta l'armée de Belgique plus mécontent et plus suspect qu'il n'avait quitté celle d'Allemagne. L'armée anglaise sortit de Flessingue le 26 décembre, après la démolition des forts. A cette époque, le défaut de résolution et d'habileté de la part du général ennemi, les ravages de la maladie et le dévouement des Français, les sauvèrent du péril le plus

redoutable qui eût peut-être encore menacé la France. Privée qu'elle était de ses deux grandes armées régulières, occupées, l'une sur le Danube, l'autre sur le Tage, et au moment où la prolongation de l'armistice de Znaïm pouvait passer aux yeux de l'Empereur pour le résultat d'une combinaison entre l'ennemi, à qui il accordait généreusement la paix, et celui qui venait tout à coup en troubler la négociation avec un armement aussi formidable, l'inquiétude et la victoire au dehors, l'inquiétude et le patriotisme au dedans, furent inséparables dans la pensée de Napoléon depuis l'ouverture des conférences d'Altenbourg jusqu'à la signature de la paix. On conçoit qu'il s'effrayât dès lors de voir que le génie et la fortune ne suffisaient plus au maintien de sa puissance.

Cependant ce grand échec que venait d'éprouver l'orgueil britannique donna aussi à l'Empereur une nouvelle confiance dans sa destinée. Effectivement, en moins de soixante jours lord Chatam et son armée avaient dû évacuer le pays, sans avoir croisé le fer que dans les petits combats du général Osten et dans les sorties de la garnison de Flessingue. La flotte anglaise abandonna aussi jusqu'à ses stations, et revit les ports britanniques. Mais l'expédition avait éprouvé des

pertes bien plus considérables que si elle eût combattu sur terre et sur mer, car elle compta plus de trente mille morts ou malades. « Nous sommes « heureux, écrivait Napoléon à son ministre de « la guerre, de voir les Anglais s'entasser dans les « marais de la Zélande; qu'on les tienne seule- « ment en échec, et bientôt le mauvais air, les « fièvres particulières à cette contrée, auront dé- « truit leur armée. » Le déshonneur se joignait encore à la grandeur du désastre : l'Angleterre, en effet, n'a recueilli de ses immenses armemens que la honte d'une retraite devant des gardes nationales rassemblées à la hâte, que le regret humiliant de n'avoir produit aucune diversion, ni en faveur de l'Autriche ni en faveur de l'Espagne, et enfin de ne citer pour trophées que la démolition de l'arsenal et du chantier de Flessingue.

Bernadotte venait de perdre le commandement de l'armée du Nord; Fouché perdit aussi le portefeuille de l'intérieur. Napoléon devait faire justice des soupçons que lui avaient inspirés, soit l'intelligence qui unissait le prince de Ponte-Corvo et le duc d'Otrante, soit aussi la hardiesse de ce dernier à user de la puissance que lui donnaient ses deux ministères pour lever, organiser, armer et mettre en marche les gardes nationales de tant de départemens. Il était naturel que ce pouvoir

d'improviser une armée nationale et de la mettre sous les ordres d'un rival ancien et mécontent portât ombrage au chef de l'Etat. D'ailleurs Napoléon ne sera que trop justifié, en 1814 et en 1815, de sa sévérité envers celui qui, prince-royal de Suède alors, dirigera encore, en qualité de généralissime des ennemis de la France, une armée du Nord sur le même théâtre, comme aussi de la rigueur qu'il exercera envers le sénateur chargé d'une mission à Naples, qu'il n'aurait pas dû choisir pour ministre dans les cent jours.

On a vu, Chapitre II de ce Livre, que Joachim n'ayant pu obtenir de la consulte française le renvoi du pape, se réservait d'accomplir ses desseins par lui-même. En effet, vers la fin de juin, il fit demander au Saint-Père une réponse catégorique sur la proposition de l'Empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par l'excommunication, refusa de souscrire à cette proposition. Le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, menaçant Sa Sainteté d'un enlèvement, si elle persistait dans son refus. Pie VII répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'Empereur; il donna ordre de barricader son palais, et s'y renferma attendant l'événement. Le

général Radet pénétra jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta avec Radet dans une calèche, et partit comme un criminel d'Etat sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyre; la tiare prisonnière n'en devint que plus sacrée: toutefois hors de Rome elle devait être moins menaçante et surtout moins dangereuse. Rome, l'impassible Rome, se rappelant sans doute toutes les vicissitudes de son histoire, assista presque sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Elle se crut destinée à redevenir la capitale de l'Italie entière sous un prince impérial de France; elle sacrifiait sans arrière-pensée à cet avantage réel le vain titre de métropole du monde chrétien, dont Paris, grâce à la victoire de Wagram, venait de recevoir l'investiture. Rome vit donc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais même comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus. Cependant toute la Haute-Italie se trouva à genoux sur le passage du Saint-Père; il

arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution. Les peuples, prosternés sur sa route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cette auguste infortune que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'intérêts purement temporels, résultat de cette guerre peu religieuse dont l'excommunication, fulminée le 10 juin contre Napoléon et ses gouvernans de Rome, avait été le manifeste si expressif.

La violence exercée sur le pape, dans son propre palais, asile que l'histoire est loin de nous montrer comme inviolable de la part des princes catholiques et même de la noblesse romaine, donne l'idée de la grandeur de Napoléon. Elle était alors portée si haut dans l'opinion, que le détrônement, que l'enlèvement du souverain pontife, ne paraissait aux yeux des rois, lieutenans de l'empereur des Français, qu'une application naturelle de leurs attributions. On n'a plus de doute à présent sur l'auteur d'un pareil événement. On sait comment Napoléon exécutait les résolutions qu'il prenait : s'il avait pu concevoir le projet de faire sortir le pape de sa capitale, il n'en eût pas chargé une brigade de gendarmerie; malgré le caractère d'iniquité d'une semblable détermination, il l'aurait revêtue de formes politiques; il

aurait fait tout disposer sur la route du Saint-Père, dont la destination eût été connue des hauts fonctionnaires résidans en Italie : le coup d'Etat se fût voilé de la pompe impériale ; de grands honneurs pendant tout le voyage eussent calmé et peut-être éclairé l'étonnement des peuples. Au lieu de cela, le pape alla jusqu'à Grenoble sans s'arrêter, et sans être arrêté par aucun hommage officiel, traversant comme un simple prisonnier l'Etat de Toscane où régnait une sœur de Napoléon, et le Piémont que gouvernait son beau-frère. Ni la grande-duchesse Elisa, ni le prince Camille Borghèse, n'avaient reçu l'avis du passage de l'auguste captif : cette observation seule, que l'histoire réclamait, suffit pour répondre aux accusations dont se vit alors assiégé celui qui, le 6 juillet, jour de l'enlèvement du pape, répondait aux foudres du Vatican par la foudre de Wagram : en effet l'excommunication du 10 juin avait pu être regardée comme un complément du Bulletin de Vienne sur la bataille d'Essling. La France s'étant soustraite à la puissance pontificale pendant tout le cours de sa révolution, le cabinet de Vienne rencontra dès le principe une alliée plus que dévouée dans la cour de Rome. Cette alliance n'avait été interrompue ni par les traités du pape, ni par ceux de l'Au-

triche avec le gouvernement français, ni par le couronnement de Napoléon : le cardinal Albani suivit à Vienne, pendant plus de vingt ans, les intérêts publics ou cachés de cette alliance, et ne revint à Rome qu'après la chute de Napoléon.

Quelque irrité que se montra Napoléon dans son intérieur, au palais de Schœnbrunn, quand il apprit le départ du pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine d'un délit qui eût soulevé contre lui ses propres sujets, altéré l'influence française en Italie, et laissé sans appui à Rome le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte. Napoléon trouva d'ailleurs une telle action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne l'attribuerait qu'à lui seul. Il prit sur lui, par son silence, l'enlèvement du pape, comme il avait fait, non pour l'enlèvement et le jugement, mais pour l'exécution du duc d'Enghien. Bientôt les ordres de Schœnbrunn arrivèrent à Grenoble. Le 12 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal de Savone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchâtel, le général César Berthier, nommé maître du palais pontifical. Mais Pie VII n'accepta

du palais que la chambre qu'il occupait ; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée ; il refusa aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monacale, et son modeste oratoire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles. De là il combattit toutes les dispositions que prenait l'Empereur relativement au clergé ; de là il enchaînait par ses décisions les anciens comme les nouveaux titulaires des siéges épiscopaux de la France. Cette inaltérable opposition mit Napoléon dans la nécessité de pourvoir à ces interdits par le gouvernement des vicaires apostoliques, et de former auprès de lui une haute commission ecclésiastique. Cependant une propagande secrète, active, s'échappait de Savone, et filtrait au travers des pompes et des trophées du grand empire : elle trouva bientôt un asile dans une de ses métropoles, à Lyon, où la trahison introduisit les bulles et les vengeances du Saint-Siége. Ce crime fut connu plus tard, et moins puni que réprimé. Ainsi, en 1809, il ne manqua rien à la scène du moyen âge : il y eut excommunication, violence, captivité, miracles, trahison.

La péninsule ibérique était le théâtre d'une autre lutte. Le 18 juin, le général Suchet défit

complètement, au combat de Belchite, le général Blake, qu'il avait déjà battu, le 15, sous les murs de Saragosse. Le 28 juillet, Joseph, à qui Napoléon n'avait pas laissé son génie militaire, fit un malheureux essai de ses armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wellesley avec une trop faible armée, au lieu d'attendre, d'après les engagemens pris, la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. La bataille de Talavera ne fut pas à beaucoup près une répétition de celle des Aropiles que Marmont perdit aussi parce qu'il ne voulut pas attendre le maréchal Soult. Cependant le roi Joseph a pour major général et pour conseil le maréchal Jourdan; ce prince ne réfléchit pas que le droit ne lui appartient point de compromettre sa fortune militaire dans une guerre où des succès constans peuvent seuls soutenir sa fortune politique. Wellesley eut à regretter six mille hommes, le roi presque autant. La victoire resta indécise, car les Français couchèrent sur le champ de bataille. Toutefois, le 9 août, à l'arrivée de son courrier, Wellesley fut fait vicomte Wellington de Talavera, bien qu'il eût été contraint d'abandonner cinq mille blessés. A trois lieues de là, le 8 août, le maréchal Soult, avec les corps de Ney et de Mor-

tier, avait franchi le Tage au-dessus du pont de l'Arzobispo. Le même jour, le maréchal Victor surprenait le passage du Tage au duc d'Albuquerque, et le 21, le général Sébastiani mettait en déroute à Almonacid l'armée de Venegas. Le 19 novembre, le maréchal Mortier, à la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés qui comptait cinquante mille combattans. L'occupation des défilés de la Sierra-Morena n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français : la victoire d'Ocana décida l'invasion de cette province. Le 25, à cinq lieues de Salamanque, le général Kellermann livra le beau combat d'Alba de Tormès, battit avec quelques régimens de cavalerie une nombreuse armée espagnole et lui enleva son artillerie. Enfin, après cinq mois d'un siége mémorable, habilement conduit par le général Gouvion Saint-Cyr, la forte place de Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augereau : on trouva dans la ville deux cents pièces de canon.

La victoire d'Ocana, qui pacifiait le midi de l'Espagne, amena cependant un fâcheux résultat. Ce succès alors si important arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talaveira, avait résolu d'aller prendre lui-même la direction de la guerre. Déjà la garde impériale était

en pleine marche : une partie venait d'arriver à Bordeaux à la fin de décembre ; la cavalerie était à Poitiers ; l'infanterie et l'artillerie sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. L'Empereur avait le projet de battre séparément l'armée anglaise cantonnée du côté de Badajoz, et l'armée espagnole réunie dans la Manche. Le nœud de ces opérations était l'occupation de Cadix et de Lisbonne. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram devait exercer sur ses ennemis de la Péninsule, elle eût été toute-puissante pour réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi les chefs de ses armées ; on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soult remplaçait, comme major général de l'armée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de ses plus illustres capitaines. Joseph n'avait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle, sous les yeux de Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leur ambition et leurs jalousies.

Le 14 janvier 1810, après avoir parlé de l'exécution d'un adjudant major du 18e de dragons, nommé *d'Argentou*, convaincu d'espionnage et d'intelligence avec le général Wellesley en Portu-

gal, le *Moniteur* ajoutait : « A cette occasion, des « bruits injurieux se sont répandus sur le compte « du duc de Dalmatie. Nous sommes autorisés à « déclarer que ces bruits sont controuvés et faux. « S. M. n'a pas cessé d'avoir confiance dans la « fidélité et les bons sentimens du duc de Dalmatie; elle lui en a donné une nouvelle preuve en « le nommant major général de son armée d'Es« pagne. »

Cette insertion imposa silence à une calomnie alors accréditée : on prétendait que le maréchal avait été au moment de se faire reconnaître roi de Portugal, sous le nom de *Nicolas Ier;* on disait même que la proclamation de cette royauté avait été faite à Lisbonne et à Oporto, et que la cérémonie du baise-main avait eu lieu. Cette fable se soutint pendant quelque temps parce qu'elle était absurde. Les hommes de bon sens savaient bien qu'Alexandre n'avait eu de successeur qu'après sa mort, et que Napoléon n'encourageait pas ses lieutenans à hériter, lui vivant, d'aucune de ses conquêtes. Quoi qu'il en soit, une pareille anecdote, inventée par une malveillance aussi aveugle que passionnée, donne l'idée de l'esprit qui régnait à cette époque dans les armées françaises de la Péninsule.

Le pavillon britannique avait été plus heureux

dans les mers occidentales et sur les côtes de France qu'aux Bouches de l'Escaut et dans les mers de Naples. Les Anglais avaient fait capituler à la Martinique le capitaine général Villaret Joyeuse, le 14 février, et ils étaient restés maîtres de cette colonie. Le général Ferrand, avec une poignée de Français de l'expédition du général Leclerc, avait pu se maintenir pendant cinq ans à Saint-Domingue contre l'insurrection triomphante des noirs; mais assailli à la fois par les habitans espagnols devenus ennemis de la France, et par les Anglais, il dut se soumettre le 7 juillet à une convention en vertu de laquelle l'île de Saint-Domingue vit tomber le dernier drapeau français. Nos établissemens du Sénégal subissaient également la loi britannique le 14 juillet. Ces exploits de la marine anglaise sont obscurs en comparaison de ses défaites partout où elle a trouvé de la résistance, soit sur les côtes de Naples, soit aux Bouches de l'Escaut, soit enfin aux rives du Bosphore et en Egypte.

Les véritables succès de l'Angleterre en 1809 sont purement maritimes. Ainsi au combat du 12 avril devant l'île d'Aix, de quatorze vaisseaux français, mouillés sous le feu des batteries, qu'une escadre anglaise armée de brûlots attaqua vivement, six furent réduits à s'échouer, six autres brûlés,

et deux seulement parvinrent à remonter la Charente, sans que l'ennemi perdît un seul de ses bâtimens. Avec non moins de malheur, le contre-amiral Baudin, rencontré par les Anglais sur les côtes du département de l'Hérault où il escortait un convoi, se vit pareillement obligé de s'échouer et de mettre le feu à deux de ses vaisseaux. Le convoi alla se réfugier dans la baie de Roses. Au reste, malgré les efforts de Napoléon, et quoiqu'il ait touché au moment de s'assurer l'empire du monde par une grande expédition maritime, on peut dire que la marine française ne survécut pas à Louis XVI, qui en avait porté si haut la gloire dans les deux hémisphères. L'Angleterre acheva de se venger de ce prince et de la France à Quiberon, dont elle doit se reprocher à jamais le désastre, comme le crime le plus odieux et la plus inique des trahisons.



Couche fils sc.

[illegible]

Publié par Ambre Dupont et Cie Rue Vivienne N°

CHAPITRE IV.

PAIX DE VIENNE. — ATTENTAT DU JEUNE STABS CONTRE LES JOURS DE NAPOLÉON. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — DISSOLUTION DE SON MARIAGE.

L'EMPEREUR célébra le jour de sa fête, à Vienne, par des récompenses militaires. Il nomma Berthier prince de Wagram, Davoust prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling; ce dernier titre et celui de duc de Rivoli, réunis sur la tête du héros de Zurich, prouvent surtout que Napoléon ne craignait pas d'attacher au nom de ses premiers lieutenans le souvenir des actions où leur influence personnelle avait le plus contribué au triomphe de ses armes. Les soldats n'eurent pas moins de part que leurs chefs à la munificence de l'Empereur. Il accorda des dotations aux amputés, pensionna les veuves des guerriers morts au champ d'honneur, adopta leurs enfans, et décréta en outre l'érection d'un obélisque avec cette inscription : *Napoléon au peuple français*. On reconnaît dans cette idée, ainsi que dans beaucoup d'autres, l'homme qui avait reçu la pro-

fonde empreinte de la révolution, qui ne pouvait s'empêcher de lui emprunter des institutions grandioses, et souvent le seul langage capable d'émouvoir les masses. Le monument qui associait la nation aux victoires de l'Empereur devait occuper le terre-plein du Pont-Neuf, où a été replacée la statue de Henri IV. La destination de ce bel emplacement ne devait pas échapper à la gloire nationale. Napoléon fonda encore le même jour l'Ordre des Trois-Toisons, ordre purement militaire, à l'instar de ceux de Marie-Thérèse et de Saint-Georges : on le nomma plaisamment l'*Ordre du Sépulcre*, en raison de la difficulté de remplir les conditions exigées des candidats, soit pour le nombre des combats auxquels il fallait avoir assisté, soit pour le nombre des blessures. La dénomination consacrée à la nouvelle institution désignait la possession de la Toison de Bourgogne et les conquêtes de celles d'Autriche et d'Espagne. Une pareille création était également impolitique à l'égard de l'Europe, au moment de la paix, et à l'égard de la France, où la Légion d'Honneur, qui reposait sur des principes d'égalité, suffisait à toutes les ambitions et à tous les services rendus au pays. Aussi l'Ordre des Trois-Toisons fût-il bientôt abandonné comme trop contraire à l'esprit et aux intérêts du siècle : cette pensée avait échappé

au vainqueur de Wagram : l'Empereur la réprima.

Cependant les conférences d'Altenbourg ne se terminaient point. On négociait de part et d'autre, l'épée au côté. Le quartier général autrichien parlait assez hautement de dénoncer l'armistice le 20 septembre, pour que Napoléon se crût forcé de s'occuper du plan d'une nouvelle campagne, qui porterait le théâtre des hostilités en Bohême. La présence des Anglais devant Flessingue, et l'activité imprimée par eux à la lutte espagnole, continuaient d'exercer une influence très directe sur les dispositions du cabinet de Bude. A Altenbourg le duc de Cadore articulait de dures prétentions, et le comte de Metternich, au lieu de les discuter, les éludait en émettant d'autres propositions d'une véritable perfidie, telle que celle de céder les deux Gallicies. Le retard et la mollesse des mouvemens du général russe Gallitzin pendant la guerre, et ses refus de coopération avec le prince Poniatowski, ne pouvaient permettre au négociateur français de s'appuyer sur l'alliance de la Russie. Les plénipotentiaires d'Altenbourg restaient en présence sans rien finir, quand le 8 septembre le comte de Bubna arriva à Schœnbrunn, porteur d'une lettre par laquelle son souverain déclarait rejeter les conditions du duc de Cadore. Cette cir-

constance devenait grave et amena des conférences entre le duc de Bassano et M. de Bubna : toutefois, comme la lettre de l'empereur d'Autriche était menaçante, Napoléon, après y avoir répondu, avait pris la résolution de charger le maréchal Masséna de la conquète de Bohème avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Il partit lui-même le 15 pour aller visiter les divers corps, et ce fut sur le champ de bataille d'Austerlitz qu'il donna ses ordres au maréchal Davoust. Mais le présent ne ressemblait pas au passé : Napoléon n'avait plus la même armée, celle qui se composait des débris de toutes les armées de la république, des vainqueurs du Rhin, du Danube, des Pyramides, des Alpes, de l'Italie, de l'Egypte, de Marengo, et de l'immortelle campagne que termina la bataille des trois empereurs. La cavalerie d'Austerlitz manquait aussi à Napoléon, qui perdit entre autres tout le corps des cuirassiers à Essling. Il sentait bien que sa position n'était plus la même; d'ailleurs la jeune armée, dont il avait obtenu des prodiges, n'était pas encore reposée de ses derniers succès; elle venait cependant de recevoir dans ses rangs trente-six mille blessés sortis des hôpitaux, six mille prisonniers échangés, et des détachemens arrivés de France. De son côté, sans doute, l'archiduc avait bien reconnu la différence de ses soldats

d'aujourd'hui avec ses vieilles bandes d'autrefois ; néanmoins ses forces se trouvaient encore imposantes, et Napoléon ne pouvait pas maintenant commander impérieusement la paix comme à Presbourg. Dans les nouvelles idées qui motivèrent l'inspection solennelle de ses troupes au moment où la guerre semblait toujours imminente, on admettra sans peine la tentation et même le dessein de donner a l'Europe le spectacle du démembrement de la monarchie autrichienne, résultat peut-être infaillible de la conquête d'un ses trois royaumes, de cette Bohême dont Masséna avait déjà fait explorer toutes les avenues ; mais cette grande opération, à laquelle Napoléon dans ses mémoires affirme qu'un archiduc n'eût pas resté étranger, était bien autrement facile après Austerlitz, où l'armée russe exterminée se voyait hors de la question, qu'après Wagram, puisque, demeurée intacte durant la campagne, elle aurait nécessairement, au premier indice d'un semblable projet de la part de Napoléon, révélé brusquement, à un allié qu'elle trompait, le secret de son inaction depuis le commencement jusqu'à la fin de la guerre.

Cependant la réponse de l'empereur Napoléon ne parut pas avoir aplani les difficultés, malgré l'abandon des Bouches de l'Escaut par la flotte anglaise : cet événement, si grave pour la politique

autrichienne, au lieu de la réduire à des sentimens de conciliation, l'irrita davantage. Le comte de Stadion réclama avec hauteur de lord Bathurst, en dédommagement du départ de l'expédition britannique, l'exécution de l'engagement antérieur que l'Angleterre avait contracté, c'est-à-dire une diversion armée dans le nord de l'Allemagne. C'était cette diversion sur laquelle le duc de Brunswick et le partisan Schill avaient inutilement compté, et dont le défaut causa la ruine de leurs entreprises. Ainsi, tandis que M. de Champagny et M. de Metternich traitaient de la paix à Altenbourg, la cour de Bude revendiquait de son allié de Londres les moyens de reprendre les hostilités. Plus constante, plus ferme encore dans ses refus aux propositions françaises, le 19 septembre, elle les déclarait de nouveau inadmissibles, attentatoires à l'existence de la monarchie; elle alla même jusqu'à dire qu'elle se voyait obligée de circonscrire la durée des négociations. Ce n'était point là le langage de l'empereur François au bivac de Napoléon, après Austerlitz.

Mais pendant que les plénipotentiaires des deux cours faisaient à Altenbourg la grande guerre diplomatique, MM. de Bassano et de Bubna manœuvraient à Schœnbrunn sur un terrain moins orageux. Le premier découvrit que la faiblesse pré-

sumée de notre armée était en dernier terme la raison secrète de la résistance du cabinet autrichien; en conséquence il saisit l'occasion de laisser voir à M. de Bubna un état détaillé des forces françaises ainsi que de celles qui étaient en marche, et ne lui cacha point que l'expédition anglaise sur l'Escaut ayant tourné entièrement à la confusion du gouvernement britannique, l'empereur Napoléon se disposait à rouvrir la campagne et fermerait aussitôt tout accès à des négociations. Une semblable déclaration frappa M. de Bubna, qui se retrancha dès ce moment dans la recherche des conditions finales de la paix. Cette négociation, d'abord incidentelle, devint alors la principale; elle amena bientôt la discussion et la fixation précise des bases du traité. M. de Bubna courut à Dotis rendre compte de l'état des choses à son souverain : ce prince ne tarda pas à demeurer convaincu que la nouvelle guerre dont il était menacé pouvait, peut-être en peu de jours, compromettre bien plus l'existence de sa couronne que le refus des propositions d'Altenbourg ne pouvaient la garantir : passant donc subitement d'une résistance pleine de hauteur à une extrême facilité, il envoya à Schœnbrunn, avec le comte de Bubna, le prince de Lichtenstein, muni de pleins pouvoirs pour traiter. En vingt-quatre heures le prince et le duc

de Bassano eurent arrêté les clauses générales. Le ministre des relations extérieures, duc de Cadore, fut rappelé d'Altenbourg par une lettre du 27 septembre pour conclure la négociation définitive. Le prince Jean de Lichtenstein était plénipotentiaire au lieu de M. de Metternich dont les deux empereurs paraissaient également mécontens. La France demandait cent millions de contributions de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion, qui de part et d'autre n'était pas sans opiniâtreté.

On était au 13 octobre; les troupes défilaient à Schœnbrunn devant Napoléon; un étudiant, nommé *Frédéric Stabs*, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout à coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neufchâtel et le général Rapp, aide de camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp qui parlait sa langue. Stabs passant derrière la foule se rapprocha encore de Napoléon. Rapp, en éloignant Stabs, sentit une arme cachée; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Amené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour déli-

vrer son pays de l'oppresseur de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder comme malade ou comme fou. « Ni l'un ni l'autre! » s'écria Stabs. Corvisart ayant été consulté, lui tâta le pouls et répondit : « Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit, » reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoléon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs affirma qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. « Il paraît qu'un crime n'est rien pour vous. — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous? — Celui de ma meilleure amie, de la fille adoptive de mon vertueux père. — Quoi! votre cœur est ouvert à des sentimens si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous hait autant que je vous hais moi-même. — Si je vous faisais grâce... — Je ne vous tuerais pas moins. » Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute

nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17, où il subit son arrêt ; il dit qu'il avait assez de force pour aller à la mort. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix venait d'être signée, et il s'écria : *Vive la liberté! vive l'Allemagne!* Ce furent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoléon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Cependant, le 11, de sérieuses difficultés s'étaient élevées entre les plénipotentiaires, et nos corps d'armée avaient reçu des ordres. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contributions au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Par ce traité, conquis les armes à la main, l'Autriche dut abandonner : 1° aux souverains de la Confédération rhénane les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden, et la partie de la Haute-Autriche, située au delà d'une ligne partant du Danube, depuis Strass jusqu'au lac de l'Alter, frontière de Saltzbourg ; 2° à la France les pays de Gorietz, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Villach, une grande partie de la Croatie, Fiume, le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, la rive droite de la Save devenue limite entre les deux

états; 3° au roi de Saxe les enclaves de la Bohême situées dans le royaume de Saxe, la nouvelle Gallilicie, l'arrondissement de Cracovie, etc.; 4° à la Russie un territoire de quatre cent mille ames dans l'ancienne Gallicie, etc. L'Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changemens survenus et à survenir en Espagne, en Portugal et en Italie, et elle adhérait au système continental... Voilà les principales clauses du traité. Il était déclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie; au prince primat; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Wurtzbourg et à tous les princes de la Confédération du Rhin. Telle se présentait à cette époque la clientèle de l'empire de France! Peut-être une victoire, une seule victoire remportée en Bohême, eût-elle joint à cette nomenclature de souverains un roi de Bohême, un roi de Hongrie, un roi ou un duc d'Autriche. La soumission du cabinet de Bude à de semblables conditions, qui dépouillaient l'Autriche de toutes ses frontières défensives et offensives, prouvait suffisamment l'état de désespoir où l'avait réduite, non la bataille de Wagram, bataille moins bien gagnée par l'armée de Napoléon que celle d'Austerlitz, mais l'accroissement successif de nos forces au milieu des négociations.

D'un autre côté, on ne saurait douter que, dans le projet qu'il avait conçu de reconstruire la vieille Europe et de la doter de constitutions représentatives, Napoléon n'eût songé à la division de l'empire d'Autriche en trois états indépendans, dont chacun conserve encore à présent les formes, et invoque peut-être les souvenirs de son antique constitutionnalité. Mais le temps seul est le juge de ces deux grands procès sans cesse débattus dans l'histoire des peuples; le premier est le droit de la conquête sur leur indépendance, le second est le droit de leur indépendance sur la conquête.

Le 15, Napoléon partit pour Passau et pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'Empereur avait remis le commandement au major général, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz, de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais

seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Le 22, Napoléon en reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : cette réponse respirait le sentiment d'une union à laquelle semblait attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de François, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le 23, et le 26 il arriva à Fontainebleau.

Tandis que Napoléon revenait triomphant de Munich dans ses Etats, Frédéric-Guillaume, après trois ans d'absence, reprenait, le 20 novembre à Berlin, le faible trône que le traité de Tilsitt lui avait laissé; il remontait sur ce trône sous la protection, non du souverain qui le lui avait rendu, mais de celui qui en avait obtenu la restitution. Frédéric trouva à Berlin un auxiliaire puissant dans une affiliation étroite avec les secrets ennemis de la France. Son conseil venait de lui faire faire pendant sa retraite à Memel, et à son insu peut-être, la campagne de 1809, par les armées du duc de Brunswick, du major Schill, et de concert avec l'Autriche et l'Angleterre. Ce n'était pas là d'heureux présages pour la conduite future du roi envers Napoléon.

Vienne et Berlin sortant de captivité, Londres humiliée, Paris dans l'ivresse des fêtes de la victoire et de la paix, présentent un contraste que l'histoire s'empresse de saisir, tant l'inconstance de la fortune lui est connue. Les rois nouveaux de la vieille Europe, les grands vassaux de Napoléon sont tous accourus dans sa capitale ; ils y sont appelés, non seulement comme légataires du testament politique que la cour de Vienne a signé en leur faveur sous la dictée du conquérant qui domine le continent, depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux derniers rivages de la Méditerranée européenne, mais encore pour être les témoins d'un grand acte de réconciliation que leur présence doit en quelque sorte sanctionner.

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

LIVRE DOUZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

MARIAGE DE L'EMPEREUR AVEC L'ARCHIDUCHESSE MARIE-LOUISE. — LE PRINCE EUGÈNE APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU GRAND-DUCHÉ DE FRANCFORT. — PAIX DE LA SUÈDE AVEC LA FRANCE. — ABDICATION DU ROI DE HOLLANDE. — RÉUNION DE LA HOLLANDE A L'EMPIRE. — LE PRINCE DE PONTE-CORVO APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU TRÔNE DE SUÈDE. — EXPÉDITION DE SICILE. — RÉUNION DU VALAIS ET DES VILLES ANSÉATIQUES A LA FRANCE.

(1809 - 1810.)

Rome venait d'être le théâtre d'une scène du moyen âge ; Paris devient celui d'une véritable pompe de l'empire romain. Parmi les courtisans couronnés de Napoléon, la capitale distingue à peine cette troupe de petits souverains d'Allemagne, qui, fiers alors de faire partie de la Confédération rhénane, victorieuse de l'Autriche. se sont hâtés d'offrir à son protecteur le vasselage de l'orgueil germanique. L'Europe entière est re-

présentée par les plus brillantes ambassades, sauf l'Angleterre, dont l'absence balance à elle seule toute cette clientèle diplomatique : cette lacune est immense. Napoléon sent bien qu'elle laisse à découvert une partie de sa puissance; aussi se propose-t-il d'opposer à ce grave danger l'influence du blocus continental. Dans la foule de ces princes, de ces rois, se cache le vainqueur de Raab, le fils adoptif du maître du monde; il cherche à se dérober aux hommages qu'on lui adresse, et chargé d'une mission déchirante pour son cœur, mais non funeste à sa gloire, il se voit, après Napoléon, le personnage sur lequel se porteront tous les regards. Vice-roi de la belle Italie, que sa valeur vient d'arracher à l'invasion autrichienne, et dont la couronne lui est assurée si Napoléon meurt sans postérité; fils de l'impératrice Joséphine, Eugène a été appelé pour la disposer à briser le nœud nuptial auquel son époux a attaché tant d'éclat. Le prince doit contribuer à se dépouiller lui-même du magnifique héritage qu'il a su défendre par ses armes, et que lui garantit la continuation du bonheur de sa mère. Napoléon avait bien choisi son interprète; jamais l'héroïsme de la reconnaissance ne mérita plus d'être admiré : ce sentiment devait triompher de la nature elle-même, et, en sacrifiant deux couronnes, Joséphine et Eugène allaient

donner au monde l'exemple du dévouement le plus rare. Depuis long-temps Joséphine redoutait ce grand changement dans sa destinée; inquiète du simple contrat civil qui l'avait unie au général Bonaparte en 1796, devenue impératrice elle fit d'abord consentir l'Empereur à demander secrètement avec elle la bénédiction nuptiale au cardinal Fesch. La crainte d'un divorce, dont elle était constamment obsédée, avait aussi poussé Joséphine à employer tous les moyens pour obtenir de Napoléon qu'elle pût recevoir avec lui la consécration du pape.

Le 15 décembre, le prince Cambacérès, archichancelier de l'empire, et le comte Regnauld, secrétaire de l'état civil de la Maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l'Empereur, à 9 heures du soir; tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi et la vice-reine d'Italie, faisaient partie de cette réunion, excepté le roi d'Espagne et la grande-duchesse de Toscane. L'Empereur s'adressant au prince archichancelier, lui dit : « … La politique de ma monarchie, l'intérêt « et le besoin de mes peuples, qui ont constam- « ment guidé toutes mes actions, veulent qu'après « moi je laisse à des enfans, héritiers de mon « amour pour mes peuples, ce trône où la Provi-

« dence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs « années, j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfans « de mon mariage avec ma bien-aimée épouse l'im- « pératrice Joséphine ; c'est ce qui me porte à « sacrifier les plus douces affections de mon cœur, « à n'écouter que le bien de l'Etat et à vouloir la « dissolution de notre mariage. Parvenu à l'âge de « quarante ans, je puis concevoir l'espérance de vi- « vre assez pour élever dans mon esprit et dans ma « pensée les enfans qu'il plaira à la Providence de « me donner... Ma bien-aimée épouse a embelli « quinze ans de ma vie... elle a été couronnée de ma « main... Je veux qu'elle conserve le rang et le « titre d'impératrice... » L'Impératrice Joséphine prit ensuite la parole et dit : « ...Je me plais à « donner à notre auguste et cher époux la plus « grande preuve d'attachement et de dévouement « qui ait jamais été donnée sur la terre ; je tiens « tout de ses bontés : c'est sa main qui m'a couron- « née, et, du haut de ce trône, je n'ai reçu que des « témoignages d'affection et d'amour du peuple « français. Je crois reconnaître tous ces senti- « mens, en consentant à la dissolution d'un ma- « riage qui, désormais, est un obstacle au bien « de la France, qui la prive du bonheur d'être un « jour gouvernée par les descendans d'un grand « homme, évidemment suscité par la Providence

« pour effacer les maux d'une terrible révolution, « et pour rétablir l'autel, le trône et l'ordre so-« cial... » Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique, était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'Empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant une alliance avec l'une des plus anciennes familles de l'Europe, et la plus constamment attachée au système qui fait de la religion et de ses ministres des instrumens du pouvoir absolu. L'obéissance d'une reine répudiée n'avait pas encore été mise à une aussi grande épreuve. Il fut donné acte à l'Empereur et à l'Impératrice des déclarations qu'ils venaient de faire de leur consentement à la dissolution de leur mariage; on dressa du tout un procès-verbal, que signèrent les membres de la famille impériale, l'archichancelier et le secrétaire de l'état civil. Aussitôt un projet de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier, qui convoqua le sénat le lendemain 16. La séance s'ouvrit par l'admission au serment du prince vice-roi, qui paraissait pour la première fois au sénat, le jour où la dissolution du mariage de sa mère allait être décrétée; mais le sacrifice était commencé depuis le dernier voyage de Napoléon à Milan. Si l'épreuve avait été cruelle en présence de sa mère, dans le cabinet de l'Empereur,

elle ne le fut pas moins au sénat; car, après que le comte Regnauld eut développé les motifs du sénatus-consulte, le prince vice-roi dut aussi avoir le courage de prendre la parole, et dit : « ...Lorsque ma mère fut couronnée devant toute « la nation par les mains de son auguste époux, « elle contracta l'obligation de sacrifier toutes ses « affections aux intérêts de la France : elle a « rempli avec courage, noblesse et dignité, ce « premier des devoirs ; son ame a été souvent « attendrie en voyant en butte à de pénibles com- « bats le cœur d'un homme accoutumé à maîtriser « la fortune et à marcher d'un pas ferme à l'ac- « complissement de ses grands desseins. Les lar- « mes qu'a coûtées cette résolution à l'Empereur « suffisent à la gloire de ma mère... »

Alors le sénat nomma une commission chargée de l'examen du projet de sénatus-consulte; elle se retira pour délibérer. A quatre heures et demie, on reprit la séance au retour de la commission. Le comte de Lacépède rendit compte de la délibération, dont le résultat, comme on le pense bien, n'était pas contraire au projet. Son discours offrit ce passage remarquable : « En ne portant même « nos regards que sur les prédécesseurs de Napo- « léon, nous voyons treize rois que leur devoir « de souverain a contraints à dissoudre les nœuds

« qui les unissaient à leurs épouses : et ce qui est « bien digne de remarque, parmi ces treize prin- « ces nous devons compter quatre des monarques « français les plus admirés et les plus chéris, « Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XII et « Henri IV... » On vota au scrutin sur l'adoption proposée. *Le scrutin*, dit le Moniteur, *donne, en faveur du projet, le nombre de voix exigé par l'article* 56 *de l'acte des constitutions du* 4 *août* 1802. Il résulte de cette rédaction la certitude que l'assentiment du sénat ne fut pas unanime; sa minorité exprima réellement le vœu national. La France, qui aimait Joséphine; la France, pour qui Napoléon n'avait pas eu besoin d'aïeux, s'affligea au bruit de cette résolution, qui brisait en quelque sorte son lien de famille avec son héros et son empereur. Napoléon se rendit immédiatement à Trianon, où il s'occupa de son nouveau mariage. Trois princesses convenaient presque également : la princesse royale de Saxe, une grande-duchesse de Russie et une archiduchesse d'Autriche. On entama trois négociations; les deux dernières surtout étaient très délicates; il fallait sonder les intentions sans s'engager. Avec l'Autriche, tout se passa à Paris dans les formes les plus confidentielles. Les pourparlers préliminaires eurent lieu entre le prince de Schwartzemberg, deux jours après

le divorce, le 19 décembre, et le comte Alexandre de Laborde, à qui le duc de Bassano avait confié cette mission. Les ordres pour les communications à la Russie étaient en route. Au mois de janvier 1810, M. de Metternich avait jeté un mot sur le sujet des réflexions actuelles du cabinet des Tuileries, dans une conversation avec le comte de Narbonne, ambassadeur de France. Mais déjà on s'était entendu à Paris avec l'ambassadeur d'Autriche, sans cependant s'être lié définitivement. On restait libre de désavouer l'intermédiaire sans importance, qui avait porté les premières paroles, et l'on attendait les réponses de Pétersbourg : elles annonçaient que l'empereur Alexandre n'avait pas semblé hésiter pour donner sa sœur, mais que l'impératrice-mère demandait du temps, plusieurs mois pour se décider, qu'elle objectait la trop grande jeunesse de sa fille et la différence de religion : c'était un refus mal coloré. Après la démarche qu'il avait faite, Napoléon se voyait forcé de prendre un parti; il le prit sans aucun regret. Le gouvernement s'était effrayé, je ne sais pourquoi, de l'inconvénient d'admettre dans l'intérieur une chapelle grecque, avec ce que l'on appelle les intrigues des popes; l'Empereur ne pouvait d'ailleurs se réduire à attendre peut-être inutilement le terme des délais ou des objections de l'impéra-

trice-mère, sans s'exposer à perdre les dispositions favorables que montrait la cour de Vienne. Le projet de l'alliance avec la Maison de Saxe n'avait pas tenu devant les facilités de l'Autriche; la dignité impériale se trouvait plus satisfaite du consentement de Vienne que de celui de Dresde. Tranchons le mot : la princesse de Saxe n'était déjà plus d'assez bonne maison pour le mari de Joséphine de la Pagerie. Le soir même du jour où arriva la dépêche de Pétersbourg, le prince Eugène se vit encore dans la dure nécessité de conclure et de signer le dernier acte politique qui déshéritait sa mère, c'est-à-dire la convention du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Cependant il avait fallu soumettre à l'officialité de Paris la validité du mariage religieux de l'impératrice Joséphine, pour en obtenir la rupture. Le 14 janvier, il fut déclaré nul en vertu de la disposition du concile de Trente : « Que tout mariage est « nul, du moment qu'il n'est point fait en présence « du curé de l'une des deux parties contractantes, « ou de son vicaire, assisté de deux témoins. » On ignore par quelle raison le cardinal Fesch avait négligé de se conformer à cette disposition, trop importante pour permettre de croire qu'il ne la connût pas. Quoi qu'il en soit, Napoléon, parce qu'il

ne l'avait point observée, fut condamné par l'officialité à une amende de 6 francs envers les pauvres.

Le 3 mars, le prince de Neufchâtel, chargé de demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise, arriva à Vienne. Le même jour l'Empereur déclara le titre de grand-duc de Francfort reversible sur la tête d'Eugène après la mort du prince Primat.

Ainsi, dès lors Napoléon réservait dans sa pensée la couronne d'Italie, et probablement de l'Italie entière, pour apanage au second fils qui naîtrait de son nouveau mariage. Il est certain que déjà, à cette époque, tel était le vœu de l'Italie et même de cette Rome qui, depuis les victoires du général Bonaparte et surtout depuis son avénement à la couronne de fer, avait sécularisé sa politique, et aspirait hautement à voir occuper, non le trône de l'Eglise, mais le trône des Césars, par un autre que par le successeur de saint Pierre.

Cependant, le 11, le prince de Neufchâtel avait épousé solennellement, au nom de son souverain, la fille de l'empereur François. Le 13, cette princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on comptait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc., sans y comprendre les militaires. Une vaste bara-



MARIE LOUISE.

Publié par Ambse Dupont et Cie Rue Vivienne, No 16

que, divisée en trois salons, l'un regardant l'Autriche, l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre, avait été construite avec une promptitude et une magnificence extraordinaire, entre Braunau et Altheim. Cette construction rappelait celle du radeau du Niémen, à Tilsitt, et ne devait pas laisser un souvenir plus heureux. La reine de Naples, entourée d'une suite nombreuse, avait été envoyée par Napoléon, pour recevoir la princesse des mains de sa famille. Le 16, la remise se fit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de dicter le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire d'une domination française dans l'univers entier. Le luxe de la cour autrichienne et du cortége militaire, la qualité des personnes qui les composaient, donnèrent alors la mesure de la haute importance que la Maison d'Autriche attachait à ce mariage.

Après la cérémonie, Marie-Louise partit pour Braunau, où elle fut tout à coup transformée en impératrice des Français; elle y quitta ses vêtemens de Vienne, et ne vit plus autour d'elle que la maison que Napoléon lui avait formée. La princesse trouva sur sa route à chaque coucher une

lettre de son époux. Le 28, elle se mit en route pour Compiègne, où résidait l'Empereur, entouré des princes de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Napoléon s'était aussi occupé d'un cérémonial pour l'entrevue fixée par lui au lendemain. Mais, cette fois, l'étiquette céda à son impatience, et le législateur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'attendre le jour suivant et de se rencontrer avec l'Impératrice *dans la tente du milieu, où la princesse devait s'incliner pour se mettre à genoux, et l'Empereur la relever, l'embrasser et s'asseoir à côté d'elle*, Napoléon sortit furtivement du palais, accompagné du roi de Naples, dans une simple calèche, sans livrées. Vêtu de la redingote grise de Wagram, il se plaça en embuscade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église, au delà de Soissons, dans le village de Courcelles; l'Impératrice devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva, il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il fit servir le déjeûner près du lit de l'Impératrice. Ce fut ainsi que se passa *l'entrevue de Compiègne*, que l'on appela *la surprise de Courcelles*. Le 30, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Napoléon habita à Saint-Cloud le Pavillon d'Italie, comme à Compiègne il avait habité l'Hôtel de la

Chancellerie. Le 1er avril, le mariage fut prononcé par l'archichancelier; le soir on donna sur le théâtre de la Cour *Iphigénie en Aulide*, devant l'Achille français, qui alors était aussi le roi des rois.

Le 31, l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumonier de France, le cardinal Fesch, qui, cette fois, n'oublia pas l'assistance du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse du château des Tuileries. On déploya dans cette occasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souverains et les ambassadeurs. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, assistèrent l'Empereur et l'Impératrice à cette majestueuse et brillante solennité, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collége: quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de paraître et furent éloignés. Tous les corps de l'Etat, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, offrir de plus distingué, se trouvaient réunis, au nom-

bre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale. Cependant le souvenir fatal de celle du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée, et trois mois après, le 1er juillet, l'incendie qui embrasa tout à coup la maison où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir. L'Impératrice courut quelque danger ; mais Napoléon préserva Marie-Louise, en l'emmenant lorsqu'il était encore temps de la sauver. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Un grand nombre reçurent des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à la nouvelle alliance avec la Maison d'Autriche ; leur prophétie ne s'accomplit que trop bien. Cette alliance avait été contractée dans les remparts de Vienne détruits par Napoléon ; quatre ans plus tard, elle sera dissoute à jamais dans les murs de Paris envahis par l'empereur François.

Le jour même de la célébration du mariage civil de l'Empereur à Saint-Cloud, les princes d'Espagne donnèrent à Valencey une fête brillante, précédée d'un *Te Deum* solennel et suivie d'un banquet. Ferdinand porta un toast ainsi conçu :

« *A nos augustes souverains le Grand Napoléon et Marie-Louise, son auguste épouse!* » Mais la fête fut un moment troublée par l'arrestation d'un baron de Kolli, Irlandais, qui se présenta au prince des Asturies avec deux lettres du roi d'Angleterre, en date du 31 janvier, contre-signées lord Wellesley, et relatives à l'enlèvement de Ferdinand. Celui-ci s'empressa de dénoncer cet agent au chef d'escadron Berthemy, gouverneur de Valencey, et lui dit : « Les Anglais ont fait bien « du mal à la nation espagnole : sous mon nom ils « font encore couler le sang. Le ministère anglais, « trompé lui-même par la fausse idée que je suis « ici retenu de force, me fait proposer des moyens « d'évasion. » Après cette noble et courageuse dénonciation, le baron de Kolli, envoyé au ministre de la police générale, partit sous bonne garde pour Paris, avec toutes les pièces de conviction. Ferdinand, dans le dessein de mieux prouver à l'Empereur combien il était étranger à cet événement, écrivit au commandant Berthemy : « J'ai « voulu, Monsieur, vous faire savoir moi-même « que je suis informé de cette affaire, et manifes- « ter itérativement, dans cette occasion, mes sen- « timens de fidélité inviolable pour l'empereur « Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce projet « infernal, dont je désire que les auteurs et les

« complices soient punis comme ils le méritent. » Deux jours avant, ce même prince avait aussi écrit au commandant Berthemy : « Mon premier « désir est de devenir le fils adoptif de S. M. l'Em- « pereur, notre auguste souverain. Je me crois « digne de cette adoption, qui serait véritablement « le bonheur de ma vie, par mon amour et mon « attachement parfait pour la personne sacrée de « S. M., comme par ma soumission et mon obéis- « sance entières à ses intentions et à ses ordres... » Il terminait sa lettre en demandant de quitter Valencey. De son côté, le baron de Kolli déclara au ministre qu'il avait deux cent mille francs et un crédit ouvert, et que quatre bâtimens de guerre étaient à sa disposition sur la côte de Quiberon.

Le 17 avril, l'Empereur et l'Impératrice partirent de Compiègne pour aller visiter le canal de Saint-Quentin, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Le roi et la reine de Westphalie, et le prince vice-roi, accompagnaient Napoléon. A Anvers, l'Empereur vit lancer le plus fort vaisseau que l'on eût construit sur les bords de l'Escaut; il était de 80 canons. Ce bâtiment reçut la bénédiction de M. l'archevêque de Malines, à la tête de son clergé. Le roi de Hollande vint rejoindre l'Empereur à Anvers. Napoléon parcourut les principales villes de la Belgique, de la Zélande et l'île de

Walcheren. Ce voyage était une grande reconnaissance des Bouches de l'Escaut, sur lesquelles l'expédition britannique dans la dernière campagne avait fortement attiré l'attention de Napoléon, qui voulait en outre aller inspecter lui-même les pays cédés par le roi son frère, conformément à la convention du 16 mars, ratifiée le 31, et dont la remise venait d'être faite le 27 avril, jour de son départ de Compiègne. Cette cession comprenait le Brabant hollandais, la Zélande, l'île de Schoonen, une partie de la Gueldre, et limitait au cours du Vahal la France et la Hollande. Le voyage de l'Empereur devait encore produire d'autres fruits.

Des fêtes de toute nature célébrèrent dans chaque ville l'union de Napoléon et de Marie-Louise, et partout le cri de la paix se confondit avec les bénédictions des peuples. En visitant les côtes septentrionales de son empire et les derniers départemens réunis, Napoléon s'applaudit des nouvelles conquêtes du blocus continental. Le 6 janvier la Suède y avait accédé, en recevant la restitution de la Poméranie pour prix de sa soumission. Désormais les traités n'auront plus d'autre base, les ruptures d'autres motifs, les alliances d'autre lien. L'année 1810 présente le système qui exclut les Anglais de l'Europe comme une guerre à outrance faite à leur

commerce. C'est aussi la seule que la France puisse entreprendre contre ses implacables ennemis, avec ses alliés peu fidèles du continent, avec les Hollandais, sujets du connétable de son empire. Pour ces nations, l'alliance de Napoléon est une tyrannie véritable, mais nécessaire. Cette terrible raison d'Etat plane sur l'Europe entière, à qui la force et le génie l'imposent comme une loi sans modification, comme un arrêt sans appel : aucune considération ne pourra y soustraire les plus puissans princes. C'est la peine de mort contre l'infracteur du cordon sanitaire autour d'un canton pestiféré. Le système continental dans toute sa rigueur devient la condition du trône pour ceux qui l'occupent; l'inexorable nécessité prescrivait ce despotisme à la volonté de Napoléon, afin de réduire la Grande-Bretagne à l'extrémité de la paix. Toujours occupé de ce dessein, Napoléon continua la tournée des côtes en revenant vers la capitale. Il visita Bruges, Gand, Lille, Calais, Dunkerque; il revit Boulogne et la tour de César. Le 27 mai il était à Dieppe, le 29 au Hâvre, le 30 à Rouen, et le 1er de juin à Saint-Cloud. Partout il laissa des traces de sa sollicitude pour la prospérité des peuples. Son passage fut marqué ici par de hautes dispositions administratives, là par des créations maritimes, par d'importantes concessions aux

villes du Nord, et par de nobles récompenses à ceux qui avaient bien mérité de l'Etat dans toutes les carrières. En même temps il faisait partir les croix d'honneur pour ses braves du Portugal. Les fêtes du mariage furent consacrées dans les principales villes par l'union d'une foule de soldats qu'il dota. Déjà l'année 1810 avait été inaugurée par un décret qui ordonnait de placer sur le pont de la Concorde les statues décernées aux généraux Saint-Hilaire, Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Lacour, morts au champ d'honneur. Peut-être le voyage impérial embrassa-t-il encore d'autres intérêts; peut-être, pendant le séjour d'Anvers, Napoléon découvrit-il la trace des inquiétudes que lui donna à Vienne le dictatorat militaire du duc d'Otrante, lorsque ce ministre créa pour la défense du Brabant hollandais une armée qui fut confiée à Bernadotte. On voit du moins qu'aussitôt le retour à Saint-Cloud, *le Moniteur* publia une lettre par laquelle Napoléon remerciait Fouché de ses services et le nommait gouverneur général de Rome; le duc de Rovigo le remplaçait à la police générale. Napoléon écrivit à Fouché : « ..... Nous attendons que vous continuerez dans « ce nouveau poste à nous donner des preuves de « votre zèle pour notre service, et de votre attache- « ment pour notre personne... » Et Fouché répon-

dit : « ..... Je ne dois pas dissimuler que j'éprouve « une peine très vive en m'éloignant de V. M. « Je perds à la fois le bonheur et les lumières que « je puisais chaque jour dans ses entretiens... »

Le public, qui, à Paris surtout, est toujours plus ou moins dans le secret, goûta singulièrement la publication de cette correspondance. Dans tout autre pays, ou plutôt sous tout autre souverain, le renvoi d'un homme aussi considérable que le semblait alors le duc d'Otrante eût été une véritable révolution de cabinet; mais comme Napoléon composait à lui seul tout le gouvernement, il n'existait point de solidarité pour ses ministres. Ils n'avaient qu'une responsabilité individuelle vis-à-vis de lui; ils étaient, dans toute l'acceptation du mot, de simples secrétaires d'Etat. Aussi ce qu'on appelle influence ministérielle parut-il totalement inconnu sous le règne de Napoléon. L'éloignement de Fouché ne laissa d'autre trace dans l'action qui régissait l'Empire, que la conviction que nul n'était inamovible : déjà on en avait eu la preuve, à l'époque où le ministère brumairien des relations extérieures fut ôté au prince de Bénévent. A la vérité, la disgrâce de Fouché désigna un chef de plus aux mécontens. Cependant elle comprima beaucoup d'intrigues et atteignit clairement celles dont Napoléon eut connaissance à

Bayonne l'année précédente, celles que Bernadotte avait admises dans sa tente pendant la bataille de Wagram, et celles enfin qui, l'ayant suivi du champ de bataille à Paris, l'avaient investi du commandement de l'armée du Nord ! ! !

Le traité du 16 mars faisait perdre au roi de Hollande plusieurs provinces maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre ; par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi, loin de le rassurer sur l'existence future de son royaume, le voyage de l'Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à l'extrême entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'être ou de n'être pas, tout devenait légitime, même l'usurpation d'un Etat de famille, surtout quand il ne fut plus possible de douter que la Hollande n'avait d'autres intérêts que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Eclairé par cette conviction, Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être reunie à un pays de quarante millions d'habitans, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. Cependant cette rigoureuse question pouvait être subordonnée

à deux événemens d'une haute importance, c'est-à-dire à la paix maritime, ou à un changement notable dans les principes du blocus et les résolutions du conseil britannique; car le système continental, nécessité terrible pour Napoléon et pour ses alliés, leur avait été imposé comme la plus juste et la plus puissante représaille contre cette guerre d'extermination que le cabinet de Saint-James avait jurée à la France, comme le moyen de résistance le plus énergique à cette loi d'avanie générale qui pesait sur le commerce de toutes les nations; en un mot, à ces ordres si tyranniques signifiés au monde, par l'Angleterre, le 11 novembre 1807, dans le décret suivant :

« Tous les ports de la France et de ses alliés, « tous les pays dont le pavillon anglais est exclu, « sont soumis aux mêmes interdictions maritimes « et commerciales que s'ils étaient rigoureusement « bloqués par les forces navales britanniques. « Tout commerce d'objets susmentionnés est dé- « claré illégal. Tout navire sortant de ces pays ou « devant s'y rendre, sera légitimement capturé. « Les bâtimens des puissances neutres et même « alliées de l'Angleterre sont assujettis *non seu-* « *lement à la visite des croiseurs anglais, mais* « *encore à une station obligée dans un des ports* « *de l'Angleterre, et à une imposition sur leur*

« *chargement, qui sera réglée par la législation* « *anglaise.* » Telle était la loi britannique. La Hollande connaissait depuis long-temps cette insolente loi et ses violentes applications. En 1780, au mois d'avril, la cour de Londres, afin de punir les Provinces-Unies de leur adhésion à la neutralité armée, publiée sous les auspices de Catherine II, avait fait condamner par ses amirautés un grand nombre de navires hollandais, d'après ce principe qu'elle osa déclarer, *que les ports français étant, en raison de leur position, naturellement bloqués par ceux d'Angleterre, il n'était pas permis de naviguer auprès d'eux!!!*

Le royaume de Hollande se trouvait pour ainsi dire écroué entre les deux pavillons, et il ne pouvait commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à ses devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France; il s'était attaché, autant qu'il était en lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français, et la réunion récente des départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut annonçait assez énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses Etats, s'il ne

consentait pas à les enfermer dans le cercle tracé autour du littoral de l'Europe. Aucune considération ne permettait de relâcher ni d'interrompre la chaîne qui environnait l'Angleterre pour lui interdire l'approche du continent et rejeter à la fois ses marchandises et ses agens : un seul anneau de moins ouvrait la porte à la destruction du système entier.

Mais Louis se refusa un peu tard à croire qu'il n'était roi de Hollande que par la grâce de la France, et à se réduire au rôle d'administrateur responsable d'une succursale de l'empire. D'ailleurs, uniquement frappé des besoins présens du commerce, il ne comprit pas peut-être la grande question du sort futur des Hollandais, et il en déclina les conditions inévitables. Dans la position difficile où le mettaient ses principes et sa manière de voir, Louis n'avait plus pour lui d'autre moyen de conservation que de tenter auprès de l'Angleterre, au nom des intérêts anciens des deux pays, le grand-œuvre de la paix maritime, ou l'allégement au moins des ordres du conseil du 11 novembre 1807. Le peuple hollandais, qui calcule bien, consulté sur le choix entre son indépendance au prix de la fidélité au blocus continental, et sa réunion à la France, avait répondu que des relations avec trente millions de

compatriotes étaient préférables à l'état de nation sans commerce avec l'Angleterre. En conséquence, Napoléon autorisa son frère, à Paris, à charger ses ministres d'envoyer en leur nom au marquis de Wellesley un agent accrédité; ils confièrent cette mission à M. la Bouchère, riche négociant : on ne pouvait mieux choisir. Mais le ministre anglais refusa la négociation. Alors Napoléon mit à exécution le projet qu'il tenait en réserve : une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Oudinot, entra dans le royaume pour y faire observer le blocus continental. Ce fut le dernier avis que reçut le roi; il abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et, le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire. Napoléon commençait à se désintéresser des royautés de ses frères, qui avaient eu une place trop forte dans le système de sa grandeur, mais qui n'en conservaient aucune dans celui de sa politique. L'Espagne, comme la Hollande, faisait déjà partie des compensations pour la paix générale. Immédiatement après son abdication, le roi Louis quitta secrètement la Hollande et prit la route de Tœplitz. Le 22 juillet, *le Moniteur* publia cette allocution de Napoléon au grand-duc de Berg, que le roi Louis avait désigné pour son successeur : « Venez,

« mon fils, je serai votre père : vous n'y perdrez « rien. La conduite de votre père afflige mon « cœur; sa maladie seule peut l'expliquer. Quand « vous serez grand, vous paierez sa dette et la « vôtre. N'oubliez jamais, dans quelque position « que vous placent ma politique et l'intérêt de « mon empire, *que vos premiers devoirs sont en-* « *vers moi, vos seconds envers la France : tous* « *vos autres devoirs, même ceux envers les peu-* « *ples que je pourrais vous confier, ne viennent* « *qu'après.* » La publicité que reçut cette déclaration en disait plus que la déclaration elle-même. Elle rappelait l'article que *le Moniteur* avait inséré dans ses colonnes, au sujet d'une réponse de l'Impératrice à une députation du Corps-Législatif, pendant le séjour de l'Empereur à Bayonne. C'était en peu de mots accuser son frère Louis et justifier son abdication; c'était aussi donner un grand avantage à ses ennemis, que de proclamer une telle doctrine dans un journal officiel. Quant à la réunion de la Hollande, bien qu'elle présentât la forme d'une violence faite au souverain et au pays, elle n'était, je le répète, ainsi que l'occupation du Portugal et les autres aggrégations qui eurent lieu, à la fin de l'année, des provinces littorales de la mer du Nord et de la Baltique, qu'une compensation en réserve pour la paix générale. Napo-

léon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches de l'Escaut et des Bouches du Rhin. Cette précieuse conquête complétait dans le Nord son système maritime et son système défensif. Jamais on ne vit de temps politiques plus difficiles et plus durs; on faisait la guerre à outrance. L'envahissement d'une partie du continent, l'usurpation d'un royaume de famille, étaient devenus les seuls instrumens de la paix.

Pendant que ces choses se passaient en Hollande, un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après les regards du corps social sur le petit royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfans, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Le 10 janvier, le nouveau prince-royal lui avait prêté serment de fidélité; mais, le 29 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie, il était tombé de cheval et mort presque subitement. On répandit le bruit qu'il avait été empoisonné, et on accusa de ce crime le grand-maréchal du royaume, comte de Fersen, toujours attaché au roi Gustave. Le 21 juin, à la cérémonie des fu-

nérailles du prince, le comte de Fersen, qui, en sa qualité de chef de la maison du roi, précédait le convoi, se vit assailli par la populace à coups de pierres : malgré ses efforts pour se soustraire à ce danger, on le poursuivit et il tomba massacré avec une affreuse barbarie. C'était ce même comte de Fersen, ancien colonel de Royal-Suédois au service de France, qui n'avait cessé, lors des premiers troubles de la révolution, de s'occuper des moyens de sauver le roi, la reine et leurs enfans, et qui avait fait faire la voiture dans laquelle la famille royale partit pour Verdun. Pendant la détention de Louis XVI et de Marie-Antoinette au Temple, il s'était courageusement exposé à mille périls pour les servir. Il était de la destinée du comte Fersen de périr victime de la fureur populaire. L'accusation d'empoisonnement, que la malignité rendait commune à sa sœur, la comtesse Piper, fut loin d'être prouvée. Cependant la vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français pourvut à cette nécessité de l'Etat. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits prisonniers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité ;

il obtint même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Son affection les avait suivis dans leur nouveau séjour; et quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient le profond souvenir. A la mort du prince d'Augustembourg, ils se les rappelèrent plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti auprès des membres des Etats de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale; ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toutes parts circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissans, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix spontané d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, appelé à l'honneur de siéger parmi les souverains, se regarderait comme invinciblement engagé envers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent; elles balancèrent déjà si fortement les opinions parta-

gées entre trois princes de race royale, que ces officiers furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sceptre de la Suède au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur Napoléon. Les prétendans étaient le fils du dernier roi Gustave IV, bien innocent sans doute des torts de son père, un frère du prince d'Augustembourg lui-même, et le roi de Danemarck : ce dernier choix eût sauvé la France en 1813, par la puissante diversion des armées de la Suède et du Danemarck, ou il eût hâté la rupture de la Russie, à qui la Grande-Bretagne, justement alarmée de la réunion de ces deux couronnes sur la tête d'un prince ami de la France, aurait mis deux ans plus tôt les armes à la main. Dans ce dernier cas, des événemens d'une toute autre nature, avec des résultats bien différens, auraient occupé les annales des années 1812, 1813 et 1814; mais Bernardotte accepta les offres de la Suède.

Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, cette couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dédommagement pour celle d'Italie. On assura dans le temps que le prince, soit par la répugnance qu'il éprouvait à changer de religion, soit par attachement pour l'Italie, refusa cette proposition. Bernadotte ayant été choisi, Napo-

léon trouva dans ce choix, si imprévu de tous deux, encore un gage de la faveur de la fortune, qui faisait monter un de ses maréchaux sur un trône du Nord, quand un autre occupait déjà un trône du Midi. Aussi pensa-t-il qu'il était de sa gloire d'approuver la résolution des Etats, et de donner au nouveau prince royal les moyens de paraître d'une manière convenable dans le rang qui l'attendait. Mais le consentement qu'il accorda à l'élection du prince de Ponte-Corvo, son ennemi depuis douze ans, fit plus d'honneur à sa générosité qu'à sa prudence; car il ne pouvait croire que Bernadotte lui serait plus soumis que ne l'avait été le roi de Hollande. Il était à craindre qu'une fois sur le trône, n'ayant pu prétendre à être le rival de Napoléon comme homme de guerre, Bernadotte ne fût tenté de lutter avec lui comme souverain. La volonté unanime des Etats proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal prince de Ponte-Corvo prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour fils. Le 1er novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité de prince de la couronne de Suède. Le 15, le gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra que les déclarations des cours du Nord, à l'exception du fidèle Dane-

marck, n'étaient que les manifestes de la grande trève qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle.

L'affaire de Hollande n'avait pas seule occupé les conseils de Napoléon pendant le séjour des rois de la famille impériale à Paris; il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une expédition en Sicile que devait soutenir une forte escadre de Toulon. La Sicile était pour les Anglais une vice-royauté, une immense place d'armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et l'attaquaient par une contrebande active, où leur politique consentait à sacrifier la moitié de la valeur de leurs produits industriels. Pour combattre cette fraude, Napoléon rendit le 17 août un décret qui ordonnait le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les Etats confédérés, et attacha à ses douanes des cours prévôtales dont les jugemens n'étaient pas susceptibles du recours en cassation. Par ces terribles moyens, l'importation devenait une opération à peu près impraticable. Cependant il était impossible de se passer d'objets de première nécessité, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux sys-

tème des licences pourvut aux besoins publics, non sans les plus grands abus; et les produits des fabriques françaises furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes.

Dans le mois d'avril, le roi Joachim avait écrit de Paris à son ministre de la guerre, le comte Daure, que l'intention de l'Empereur était de former une expédition pour s'emparer de la Sicile et la réunir au royaume de terre-ferme. En conséquence, ce ministre reçut ordre de faire préparer, dans les ports de Calabre les plus rapprochés de Reggio, tous les approvisionnemens nécessaires à une armée de vingt-cinq mille hommes. De retour à Naples, Joachim imprima la plus grande activité aux deux services de terre et de mer; il alla lui-même près de Scylla, où campait une partie de l'armée, forte de quinze mille Français et de dix mille Napolitains. Le passage devait être protégé par une flottille. Malheureusement on avait mal armé cette flottille, et l'expédition, déjà trop onéreuse, eu égard aux ressources du royaume, se trouvait de plus beaucoup trop faible pour atteindre le but qu'on s'était proposé, sans le concours de la flotte française. L'armée anglaise par sa situation était pour ainsi dire invulnérable : elle se composait

de vingt mille hommes, dont quinze mille Anglais, sous les ordres du général Stuart, militaire d'une haute réputation. Ce général avait concentré ses forces près de Messine. Toutes les places situées sur le littoral étaient bien armées et approvisionnées : de fortes batteries défendaient les côtes; en outre, indépendamment d'une flottille anglo-sicilienne, une escadre de plusieurs bâtimens de guerre anglais croisait dans le Détroit. Il y avait donc bien peu de chances de succès en faveur de l'expédition napolitaine, tant qu'elle ne verrait pas arriver les dix vaisseaux de guerre français portant des troupes de débarquement qui devaient partir de Toulon pour appuyer l'attaque de la Sicile. Cependant au mois d'octobre, malgré la privation de ce secours indispensable, le roi de Naples donna l'ordre de mettre à la voile. La division Cavaignac, composée de régimens napolitains, passa le Détroit, et débarqua dans la nuit à la Scaletta. Au point du jour, se trouvant seule, elle se rembarqua et revint sans obstacle. Elle laissa en Sicile quelques compagnies qui, s'étant aventurées dans les montagnes, se virent couper la retraite. Cette tentative n'eut d'autres résultats pour le roi de Naples qu'une dépense de huit millions et une perte de douze cents hommes. Toutefois Napo-

léon avait atteint son but, qui n'était pas la réunion de la Sicile au royaume de son beau-frère, mais seulement d'attirer sur ce point toute l'attention des Anglais, afin de les empêcher d'envoyer de nouvelles forces en Portugal qu'il faisait attaquer pour la troisième fois, dans le même temps, et aussi afin de les éloigner de Corfou dont il voulait faciliter le ravitaillement.

Conformément aux intentions de l'Empereur, la campagne du Portugal s'était ouverte au mois de mai, au moment où commencèrent les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait l'armée; il arriva le 2 à Valladolid : il avait sous ses ordres le maréchal Ney, le duc d'Abrantès et le général Reynier; la cavalerie obéissait au général Montbrun. Masséna débuta par trois siéges importans : celui d'Astorga, qui, le 6 mai, se rendit au duc d'Abrantès; celui de Ciudad-Rodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida qui se soumit aussi le 28 août : le magasin à poudre de cette dernière ville sauta avec une explosion si forte, que des affûts de vingt-quatre, en batterie sur les remparts de la citadelle, furent lancés à plus de quinze cents toises. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de Salamanque, tombées

au pouvoir de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Busaco le 15 septembre, marchant vers Lisbonne dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes; or, à la bataille de Busaco, il n'en comptait que quarante-cinq mille. Au contraire les forces dont lord Wellington pouvait disposer paraissaient immenses; les débats du parlement d'Angleterre les portaient à cent quatre-vingt-cinq mille hommes. Malgré cette énorme disproportion, le général anglais n'avait ni défendu ni secouru Ciudad-Rodrigo et Almeida. Il était naturel alors à un courage de la trempe de celui de Masséna de prendre conseil de cette circonspection et de se précipiter sur la route de Lisbonne avec la confiance de ses anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ait cédé si facilement à cet entraînement : au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front et fut battu, laissant sur le champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Coimbre autant de blessés. Cependant Wellington, pour couvrir Lisbonne, se retirait lentement devant les Français vers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à l'attitude que la supériorité

numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lisbonne. Effrayée de la reddition si prompte des fortes places de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de dévastation générale de toute la fertile province de la Beyra, c'est-à-dire d'une étendue de pays de plus de huit cents lieues carrées, et d'en refouler toute la population sur Lisbonne et sur ses lignes. Cette mesure exécrable d'un gouvernement qui fait détruire la fortune de ses sujets par leurs propres compatriotes, constitue un des crimes les plus atroces du pouvoir. De tels ordres, il faut le dire aussi à la honte des peuples, sont toujours rigoureusement accomplis. Les milices portugaises, qui figuraient pour quatre-vingt mille hommes dans l'armée de Wellington, pendaient et fusillaient impitoyablement ceux qui se refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs habitations. A Coimbre, ville de vingt-cinq mille habitans, l'armée française n'avait trouvé que quelques vieillards qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers. Elle avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville; ils furent massacrés par les Portugais. Le drapeau anglais protégeait tous les genres de barbarie.

Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne; il trouva dans les lignes de Torrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense, inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Il aurait pu, sans doute, après une affaire brillante du général Clauzel, se rendre maître de la première enceinte; mais il eût échoué contre les deux autres, que les Anglais avaient eu le temps de hérisser de la plus formidable artillerie. Le but de cette troisième campagne une fois manqué, Masséna dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ney, qui exécuta à Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almeida et d'y prendre position. Cette place était investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais; et, vers le 20 décembre, Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras, n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne pouvant réussir à secourir cette ville, la nécessité le contraignit à chercher le moyen d'envoyer au général Brennier, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les fortifications. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 9 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la garnison d'Almeida,

la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Europe, où il avait mérité le nom d'*invincible*.

Pendant le cours de cette campagne, la plus grave mésintelligence régna entre les maréchaux Ney et Masséna; elle éclata devant Busaco, et divisa même les autres généraux : elle compromit le sort de la campagne. L'histoire recueille à regret cette particularité, d'où résultait la preuve d'un grand changement dans l'esprit de l'armée. Mais qui oserait prononcer entre Ney et Masséna? un seul homme sans doute, si, comme eux, il n'avait cessé de vivre.

Cependant le prince d'Essling put encore s'enorgueillir d'avoir, avec moins de quarante mille hommes, tenu en échec, depuis le fatal combat de Busaco, c'est-à-dire depuis le 15 septembre jusqu'au 15 mai, cent vingt mille Anglo-Portugais. Les pertes, non de l'armée de Wellington, mais, ce qui lui importait beaucoup moins, de la malheureuse population de la province de la Beyra refoulée par ses troupes et par ses ordres dans les lignes de Torrès-Vedras, se montèrent, pendant l'hiver de 1810 à 1811, au nombre effrayant de quatre cent mille individus qui périrent de faim, de froid et de misère! destruction

que n'aurait jamais pu causer la rage la plus meurtrière de vingt batailles. L'histoire d'aucune nation barbare, combattant pour la conservation de sa sauvage patrie, n'a laissé le souvenir d'un sacrifice humain aussi énorme que celui qui, pendant cinq mois, moissonna les habitans de la Beyra sous les yeux de l'étranger accouru à leur défense. De tels captifs, de telles victimes, étaient inconnus jusqu'alors. Le peuple de Lisbonne se souleva, mais la régence chargea encore les Anglais de le contenir, et elle dut passer elle-même sous le joug britannique.

En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait l'être. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes. L'armée du roi, commandée par le maréchal Soult, prit le nom de sa conquête. Dans sa marche rapide et triomphante, elle occupa Baylen, sans croire effacer la honte de la capitulation du général Dupont ; elle vit Jaën, l'antique Cordoue, Carmona. Le 7 janvier, le général Sébastiani dispersa l'armée espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans cette place. Le 9, il était maître de Malaga. Le 1er février, la résidence de la junte suprême, Séville, se rendit au maréchal Soult. La junte se réfugia

à l'île de Léon, et ensuite à Cadix, noms à jamais tristement célèbres dans l'histoire des deux nations. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assiéger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de cette ville défendue par plus de vingt mille hommes du côté de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont cinq anglais et vingt français et espagnols qu'avait commandés l'amiral Rosilly. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade de Cadix : six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous officiers, détenus sur les pontons, voient de loin flotter sur le rivage le drapeau tricolore; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaises et espagnoles sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont aborder la plage, où l'armée du maréchal Victor les reçoit avec transport sous ses aigles.

Au nord de l'Espagne, la guerre était ralentie par les places fortes qui tenaient dans la Catalogne et dans le royaume de Valence. La prise d'Hostalrich avait entraîné celle de Gironne; mais le château de la première de ces deux villes ne fut évacué que le 12 mai, et sa garnison périt dans sa fuite. Le combat de Vich, où le général Souham battit le général O'Donnel, avait eu lieu

le 20 février. Le 14 mai, le maréchal Suchet ouvrait la tranchée devant la forte ville de Lérida; dix-sept jours après, cette place capitula. Le 8 juin, Mequinenza tomba aussi au pouvoir des Français.

Mais tandis que le continent espagnol de l'Europe se débat sous l'invasion française, le 19 avril, le continent espagnol de l'Amérique, déjà trop vieux pour consentir à rester la province d'une métropole d'outre-mer, jette les bases de sa future indépendance en proclamant le gouvernement fédératif de Vénézuela : exemple dont la séduction puissante, inspirée par la prospérité des Etats-Unis,[1] doit gagner insensiblement tous les royaumes américains de l'Espagne et du Portugal. Cette immense révolution, qui donne une nouvelle face au monde politique, est la plus grande époque du règne de Napoléon; elle aura tous les périls qui font triompher les nations engagées avec ardeur et persévérance dans la lutte contre la domination étrangère. La gloire des armes sanctionnera, pendant une guerre opiniâtre de plusieurs années, le serment d'être libre, juré par le peuple américain contre ce même peuple espagnol dont il imite la généreuse résolution. Les Espagnols sont tout à coup en Amérique déclarés étrangers et ennemis, comme les

Français le sont en Espagne. Il a fallu vingt ans à la liberté française pour traverser l'Océan ; depuis dix ans elle cherchait une patrie ; elle ne trouvait plus de place en Europe, où désormais l'on ne pouvait faire que la guerre des trônes contre celui qu'un homme nouveau avait élevé en France. Ce n'était point toutefois pour la légitimité qu'on attaquait son empire, puisqu'on venait de laisser nommer Bernadotte prince royal de Suède ; la lutte reposait sur l'opposition des intérêts de la Grande-Bretagne et de la France. La liberté et la royauté n'étaient pour rien dans cette querelle : c'était la prépondérance de la France qui armait l'Europe docile aux conseils et aux volontés de l'Angleterre.

Ce grand motif préparait déjà dans le Nord une sourde tempête, au milieu de la paix. La Russie organisait ses immenses ressources militaires ; elle rappelait ses divisions de la Courlande, les portait sur la Dwina, et celles de l'armée du Danube, sur le Haut-Dniester ; elle rassemblait la majeure partie de ses forces sur les frontières de la Pologne ; insensiblement elle ouvrait ses ports aux marchandises anglaises ; elle violait sans provocation, sans prétexte, les stipulations de Tilsitt. La Russie faisait plus encore : le 31 décembre elle prohibait les produits

de notre industrie. L'exclusion donnée par elle au commerce français, la préférence d'Alexandre n'était plus douteuse. Des avis secrets prévinrent Napoléon de ces mouvemens et de ces dispositions. Il feignit de les ignorer, et ne changea rien à ses relations amicales avec l'empereur de Russie, qui envoya le général Czernicheff *voyager* à Paris.

Au mois de décembre 1810, le nom de la France, ainsi que sa fortune, s'étendent, ou plutôt s'égarent, depuis le détroit de Carybde jusqu'au détroit du Sund, soit par les réunions, soit par les vassalités des peuples; et afin que toute trace républicaine disparaisse, le 13 décembre, le même jour qui voit décréter cent soixante mille hommes pour les armées de terre et de mer, les villes anséatiques et le Valais sont enclavés dans le grand empire. La France compte alors trente départemens maritimes, et l'Angleterre n'a plus d'asile en Europe que la Sicile et le Portugal. L'esprit s'effraie justement, en 1826, de cette puissance multiple de la volonté d'un seul homme, qui ordonnait en même temps aux navigateurs de la Baltique, aux pasteurs des Alpes-Juliennes et à cent soixante mille soldats, de prendre rang parmi les sujets et les instrumens de sa gloire et de ses desseins. Aussi la

carte de cette partie du Monde qui s'appelle FRANCE présente 24 degrés de longitude sur 7 de latitude, habités par quarante-un millions d'hommes, que divisent entre eux quatre idiomes et autant de religions : mais la domination directe de Napoléon et de sa famille comprend quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille sujets; réunis aux seize millions d'hommes placés sous sa domination indirecte, ils offrent la masse effrayante de plus de cent millions d'Européens qui lui obéissent. Paris est la capitale de l'Europe vaincue : Londres est celle de l'Europe irritée ; l'une reçoit les hommages de la soumission, l'autre les vœux de la vengeance.

CHAPITRE II.

GUERRE D'ESPAGNE. — RÉUNION DE L'OLDEMBOURG A L'EMPIRE. — NAISSANCE DU ROI DE ROME, LE 20 MARS. — AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES AVEC LA COUR DE ROME.

(1811.)

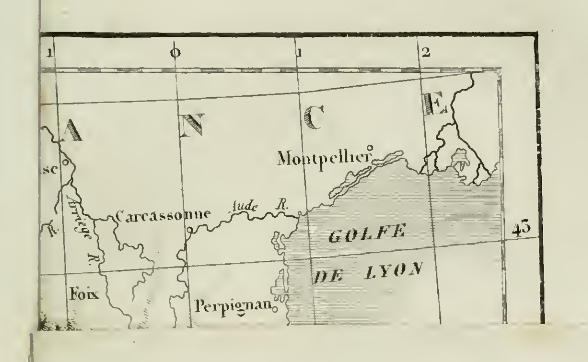
Les Cortès s'étaient assemblées à Cadix le 25 septembre 1810, composées de cent cinquante députés environ, au lieu de deux cent huit prescrits pour la représentation des trente-deux provinces. Elles contemplaient de là, comme d'un observatoire, les événemens de la Péninsule, sans s'abandonner aveuglément aux influences britanniques. Leur attitude était purement politique; et, entourées par la guerre, dont la fortune devait inspirer leurs résolutions, elles travaillaient à poser les bases du grand acte qui avait pour objet d'établir les nouvelles libertés de l'Espagne. Les Cortès pouvaient encore compter sur des forces nombreuses, malgré les succès des Français. Indépendamment des troupes anglaises et

de l'insurrection portugaise attachée aux drapeaux de Wellington, l'armée régulière et une foule de guérillas sous des chefs entreprenans combattaient la royauté de Joseph. Mina commandait dans la Navarre et dans l'Aragon; Porlier dans la Galice; l'Empecinado, el Medico, Duran, dans les montagnes de la Castille et de l'Aragon; Santo Childes dans le royaume de Léon; Sanchez, Julian, près de Salamanque; le baron d'Eroles et Rovirac dans les montagnes de la Catalogne et de l'Aragon; Castanoz et d'autres dans celles de Ronda et de Murcie.

Mais les Cortès, fatiguées de cette plaie désastreuse qu'une lutte implacable étendait sur l'Espagne, semblaient hâter de tous leurs vœux la victoire qui devait proclamer l'indépendance ou même la soumission de leur patrie. Cependant la régence de Cadix, probablement dans la pensée généreuse de se soustraire à la domination britannique, avait député secrètement, au mois de mai 1810, à Palerme, auprès du duc d'Orléans, l'invitant *au nom de la liberté*, par une lettre très pressante, à venir prendre le commandement général de la Catalogne. Le prince accepta la proposition. Toutefois, arrivé à Tarragone, le gouverneur espagnol de cette place lui déclara qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de lui remettre le com-

mandement. Le prince n'eut pas de peine à juger par quelle influence agissait ce gouverneur, et il alla à Cadix, espérant y obtenir l'explication d'une conduite si étrange; mais il trouva la régence également contraire à la démarche qu'elle avait faite auprès de lui. L'envoyé britannique osa même la requérir impérieusement de forcer le duc à s'embarquer pour Londres sur une frégate dépêchée à cet effet. Le prince refusa de souscrire à une pareille violation, et resta un mois à Cadix, dans le dessein d'attendre la convocation des Cortès et de réclamer leur autorité. Le gouvernement anglais les menaça de rappeler ses troupes d'Espagne, si le duc d'Orléans ne s'éloignait pas. Néanmoins ce prince se rendit dans l'île de Léon où elles tenaient leur session; mais la séance était secrète, et une députation vint déclarer au duc que les Cortès regardaient son départ comme nécessaire au salut de l'Espagne. Ainsi l'intrigue anglaise réussit complétement. Le duc d'Orléans dut retourner à Palerme sur la même frégate espagnole qui l'avait amené de Sicile, et le despotisme britannique affermit davantage son joug sur les destinées de la malheureuse Espagne.

L'année 1811 a commencé d'une manière brillante pour les armes françaises. Elle présente une lutte de succès presque sans interruption entre


1
0
1
2
A
N
C
E
Montpelher
Carcassonne
Aude R.
Ariège R.
R.
Foix
Perpignan
GOLFE
DE LYON
43


ESPAGNE
ET
PORTUGAL
GOLFE DE GASCOGNE
GOLFE DE LYON
MER MÉDITERRANÉE
FRANCE
ESPAGNE
ÎLES BALEARES
I. MINORQUE
I. MAJORQUE
I. IVICE
ECHELLES
Myriamètres
Lieues Communes de France.
Lieues de Castille
Gravé par Hardt.
Dirigé par Couche fils.
Ecrit par F.d Lejeune, Rue Pavée, N.° 16.